



hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

[www.monde-libertaire.fr](http://www.monde-libertaire.fr)

«La mémoire des États n'est résolument pas la nôtre.» Howard Zinn

ISSN 0026-9433



# ¡ No pasarán !



M 02137 - 1717 - F: 2,00 €



Regard anarchiste sur l'Égypte PAGE 12



Je t'aime, moi non plus. C'est bien le leitmotiv de notre classe politique, que ce soit à droite ou à gauche. À droite, les flingues n'ont pas été rengainés entre Copé et Fillon pour prendre le leadership de l'UMP. Sarkozy pourrait les départager en revenant dans le rôle du sauveur suprême... Encore à droite (au centre?), Borloo et Bayrou discutaillent pour savoir qui des deux est le plus au cœur du milieu du centre de leur mouvance; l'ineffable Morin va sûrement les aider à voir plus clair... Chez les écolos (à gauche?), Mamère claque la porte de EELV: il ne reconnaît plus son parti et le «clan» qui le dirige. À gauche-gauche, Mélenchon et sa grande gueule, ainsi que Laurent et ses troupes, ne cessent d'afficher leur différence pour «orienter» le Front de gauche. Au gouvernement, après les couacs entre Taubira et Valls à propos de justice et sécurité, nous avons droit à l'affrontement entre Valls (toujours lui) et Duflot au sujet des Roms. Plus haut, à l'occasion du retour de Hollande à Florange, on note comme un refroidissement entre le chef de l'État et Montebourg; ce dernier qui était pourtant en charge du dossier a été prié ce jour là d'aller voir ailleurs (Bruxelles) si l'on avait besoin de lui. Bref, tous ces braves gens avec leur plus beau sourire publicitaire n'en finissent pas d'affûter leurs couteaux. Il faut dire, aussi, que, dans six mois, c'est les élections municipales; les tractations à l'intérieur de chaque camp vont s'accélérer, les «réconciliations» hypocrites entre les chefs vont s'afficher, et tous vont lancer des appels au peuple, car, c'est promis-juré-craché, ils ne veulent que notre bonheur; choisir nos nouveaux maîtres et la couleur de nos chaînes: pas sûr que ça nous incite à aller danser au bal des faux-culs.

## Actualité

- Grèce : mobilisation antifasciste**, par Thierry, page 3  
**Aigues-Mortes : main basse sur la ville**, par Daniel, page 4  
**Faire payer les traîne-misère**, par J.-M. Raynaud, page 5  
**Surenchère xénophobe contre les Roms**, par J. Caramelo, page 5  
**Météo syndicale**, par J.-P. Germain, page 6  
**La mémoire du franquisme**, par R. Pino, page 7

## Arguments

- Labeur canin**, par N. Potkine, page 8  
**Redéfinir le sujet révolutionnaire**, par A. Bernard, page 9  
**Trahison profémiste**, par Mademoiselle, page 10

## International

- Égypte: la révolution en otage**, par MSL, page 12  
**À la recherche d'un vieil Antonio (3)**, par G. Goutte, page 15

## Histoire

- Du syndicalisme révolutionnaire**, par A. Prudhommeaux, page 17

## Le mouvement

- L'Âme atomique réédité**, par P. Schindler, page 19  
**Amérique(s) anarchiste(s)**, par Daniel, page 21

## Illustrations

**Janneau, Kalem,  
Krokaga, Latuff, Nemo**

### Tarifs

(hors-série inclus)

- 3 mois, 12 n<sup>os</sup> hebdomadaires, 1 n<sup>o</sup> hors série, les gratuits  25 €  
6 mois, 18 n<sup>os</sup> hebdomadaires, 2/3 n<sup>os</sup> hors série, les gratuits  50 €  
1 an, 35 n<sup>os</sup> hebdomadaires, 5/6 n<sup>os</sup> hors série, les gratuits  75 €

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :

**Publications libertaires, 145, rue Amelot, 75011 Paris, 01 48 05 34 08**

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

### France et étranger

### Bulletin d'abonnement

#### Abonnement de soutien

1 an  95 €

Pour les chômeurs, les étudiants et les bénéficiaires du RSA, 50 % de réduction en France métropolitaine et gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363). (BIC: CCOPFRPPXXX)  
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

# En Grèce, le sang a coulé, il réclame vengeance

LE 17 SEPTEMBRE 2013, à Keratsini, pas loin d'Athènes, en Grèce, Pavlos Fyssas, un chanteur de hip-hop antifasciste, âgé de 34 ans, est assassiné par un membre d'Aube dorée (AD), le parti ouvertement nazi qui siège au Parlement hellénique.

Fyssas est à Athènes, lorsqu'il est pris en chasse par une trentaine de néonazis et attaqué violemment par l'un d'entre eux. Blessé par plusieurs coups de couteau à la poitrine ; il meurt quelques heures après son arrivée à l'hôpital.

La police arrête un membre d'AD de 45 ans. Il est en possession du couteau qui a tué Fyssas. Il avoue avoir tué ce dernier.

Dès le début de l'affaire, les dirigeants de l'AD, ainsi que la majorité des médias, expliquent que l'assassin n'a aucun lien avec ce parti, et qu'il s'agit d'une rixe entre supporters de foot. Manque de pot, on retrouve des photos où le meurtrier pose à côté de Kostas Barbarousis, un cadre du parti.

Le nom de l'assassin est donné dans la journée, il s'agit de Giorgos Roupakias et il fait bien partie du parti de l'AD.

L'Aube dorée avait prévu, avant le meurtre, deux événements publics à Athènes et à Nikaia (ville en banlieue ouest d'Athènes), mais, face à la mobilisation, elle préfère les annuler tous les deux. En effet, des enseignants, en grève, appellent à des manifestations antifascistes dans une vingtaine de villes. Dans plusieurs, ces derniers sont rejoints par des antifascistes « enragés ».

Ainsi, à Patras, s'est déroulée une des plus grandes manifestations de ces dernières années, avec environ 12 000 participants. Alors que, dans cette ville, le local de l'Aube dorée est attaqué à coup de cocktails Molotov et de pierres, un policier en civil, faisant partie de l'AD, pointe son pistolet vers le bloc antifasciste.

À Chania, en Crète, le bureau de l'Aube dorée est assiégé et attaqué par des manifestants en colère. Pendant ces manifestations contre le parti néonazi, des politiciens de gauche et des journalistes sont repoussés des cortèges dans la ville où a eu lieu le meurtre.

À Athènes, rapidement, des affrontements ont lieu entre la police et les manifestants. Une partie de ces derniers se met alors à attaquer les bâtiments de la police. La réaction est « classique » de la part de la police : gaz lacrymogènes et grenades.

Au cri de « the blood is running, it seeks revenge » (le sang a coulé, il réclame ven-



geance) un bloc anarchiste et antifasciste de 4 000 personnes attaque, à Nikaia, les bureaux de l'Aube dorée. Encore une fois, ils sont stoppés par la police.

À Keratsini, lieu du meurtre, des barricades sont montées et des affrontements avec la police ont lieu un peu partout dans la ville. En début de soirée, plusieurs personnes sont arrêtées. La police n'est pas la seule à vouloir endiguer cette colère : des personnes, près des unités de police, sont vues en train de jeter des pierres sur les manifestants. Il apparaîtra quelques jours plus tard qu'il s'agissait de personnes du parti néonazi.

Alors que la nuit avance et qu'à Keratsini la police a sorti ses canons à eau, les arrestations se font de plus en plus violentes et nombreuses à travers tout le pays. Un manifestant perd un œil après avoir reçu une grenade lacrymogène. Quand, vers 2 heures du matin, des personnes se rassemblent devant un commissariat d'Athènes en soutien aux détenus, la police les attaque. Les violences policières de cette journée sont dénoncées par les médecins des hôpitaux d'Athènes et de Pirée, qui prennent la parole et les condamnent publiquement. Le lendemain, à nouveau, des manifestations ont lieu dans une vingtaine de villes de Grèce, l'appel de syndicats et de groupes antifascistes. Cette fois non seulement la police protège les bâtiments de l'Aube dorée mais, en plus, des équipes de policiers anti-émeute suivent les cortèges anarchistes et antifascistes.

Si des manifestations se déroulent tous les jours, des actions plus ciblées contre des membres de l'AD ont lieu. Le vendredi 20 septembre, à Athènes, des anarchistes affrontent des membres de l'AD. Deux de ces

derniers doivent être évacués en ambulance. Dans la ville de Mesollogi, dans l'ouest, le samedi 21 septembre, des personnes attaquent les bureaux locaux de l'AD en jetant des cocktails Molotov. En Crète, à Ierapetra, des membres du parti quittent leurs locaux, par peur des représailles des antifascistes.

Le mercredi 25 septembre, divers groupes à Athènes et dans plusieurs autres villes appellent à la manifestation.

Dans la capitale, la manifestation part en fin d'après-midi du quartier de Propylea pour rejoindre un peu plus tard un cortège venant du quartier de Syntagma. Il y a alors une foule de plus de 50 000 personnes qui se dirige vers le quartier général de l'AD. Très rapidement, 15 personnes sont arrêtées dans le quartier d'Exarchia, où les anarchistes ont la plupart de leurs locaux.

Des affrontements éclatent, la police attaquant le cortège à coups de lacrymo et de grenades.

En réaction, une partie de la manifestation fait demi-tour alors que les affrontements se généralisent. Tout autour du quartier général du parti néonazi, il y a des gaz lacrymo et des guérillas. La police réussit à fractionner le cortège qui se trouvait encore au quartier général, en plusieurs petits groupes. Des arrestations ont alors lieu.

En ce vendredi 27 septembre, la colère n'a pas baissé. Selon nos informations, il semble qu'une partie de la population veuille en finir avec ce parti néonazi. Certes, ces derniers jours, il s'agit surtout d'actions de violence de la part d'antifascistes et d'anarchistes pour protester contre le meurtre de Pavlos Fyssas. Mais la violence verbale de l'Aube dorée et la violence physique de ses membres envers les étrangers et les militants antifascistes ne va pas pouvoir laisser insensible la population grecque longtemps. Le sang a coulé, il réclame vengeance.

**Thierry**

Groupe Germinal  
de la Fédération anarchiste

## DERNIÈRE MINUTE

**Au moment où nous bouclons, nous apprenons que le président de l'AD est arrêté par la police grecque. Il est suspecté de diriger une organisation criminelle... Sans blague ?**

# C'est pas du cinéma

## Main basse sur la ville d'Aigues-Mortes

**AIGUES-MORTES**, 8 000 habitants. Cette jolie cité de la Camargue gardoise, connue pour ses grandioses remparts, est secouée par une polémique qui ressemble à un mauvais film, déjà vu ailleurs. Celui de *Main basse sur la ville*<sup>1</sup>.

La ville a la chance de posséder un cinéma, le Marcel Pagnol. Ce cinéma est géré et animé par une association à but non lucratif qui n'est pas une structure para-municipale. Cette association fédère des gens de tous bords, motivés par le maintien d'une présence culturelle à travers un cinéma qui tisse du lien entre les gens. Grand Écran pour tous, association animée par des bénévoles, bénéficie d'une convention avec la mairie depuis 2001. Ils ont fait de ce cinéma une salle reconnue pour son dynamisme (débat, programmation art et essai, festivals...), au budget équilibré, et au nombre d'entrées stable. Ce sont ces bénévoles qui ont permis que le cinéma évolue vers le numérique, afin de pérenniser cet outil collectif. Une pareille proposition cinématographique est une belle opportunité pour les gens, dans cette partie du département.

Mais nous savons que les représentants français de la «world company» ont les dents longues ; ils cachent parfois leurs appétits financiers sous couvert de «culture». GDF-Suez, et sa succursale Culturespaces, gère ainsi des espaces historiques parfois prestigieux. Ce sont des délégations du service public. Une privatisation de l'espace communal, quoi.

À Aigues-Mortes, c'est cette société-là qui prétend vouloir réaliser un film touristique sur la ville et le projeter en boucle dans le cinéma Marcel Pagnol, tous les jours, de 9 heures à 19 heures. La municipalité a permis à Culturespaces de faire son business pendant, sans concerter les acteurs locaux. En agissant ainsi, le maire sait bien que l'association gestionnaire ne pourra plus faire le travail qu'elle réalise depuis vingt-quatre ans. Les recettes des guichets seront amputées et, de fait, le déséquilibre financier suivra ; la diversité culturelle se restreignant, ce sont tous les publics autochtones qui en pâtiront. Et tout ça pour caresser le tourisme dans le sens du poil ! Pour enrichir une filiale de Suez !

### Bien commun contre capitalisme

L'opposition se structure<sup>2</sup>, deux mille signatures sont collectées pour refuser ce projet. Grand Écran pour tous se positionne sans



ambiguïtés. Le maire de la ville fait voter le 4 juillet 2013 au conseil municipal une résiliation de la convention la liant à l'association gestionnaire du cinéma. Il fait bloquer la subvention versée habituellement par le conseil général du Gard, demande le remboursement de la subvention municipale, empêche la présence de Grand Écran pour tous au forum annuel des associations, envoie les huissiers... Le 5 septembre, l'occupation des lieux commence, nuit et jour, pour empêcher le maire de s'emparer des locaux. «Ce qui est assez remarquable, c'est de voir que les personnes qui occupent, la nuit, sont des sexagénaires qui dorment par terre, dans des duvets», me confie Frédéric, un cheminot, lui aussi opposé à la liquidation de la culture dans sa ville. Le 26 septembre, des agents se présentent pour couper l'eau et l'électricité. Les occupants, très déterminés, arrivent à les repousser. «On ne voit pas pourquoi on devrait laisser cet espace culturel pour le livrer à des gens qui veulent en faire un espace commercial ; le but de tout ça, c'est de faire du commerce, pas de la culture. Et la mairie réclame pourtant la propriété du matériel de projection, alors qu'elle n'a participé qu'à hauteur de 10 % de son renouvellement ! La mairie s'en prend à sa propre population en menaçant notre cinéma et son association», s'indigne Frédéric.

Cette situation n'a rien d'un cloche-merle aux accents pagnolesques, pouvant paraître vaguement exotique vu de loin. C'est une authentique bataille contre le capitalisme prédateur. Nous avons là une société privée au visage aimable qui propose une sous-culture en faveur de la manne touristique, à la place d'un cinéma qui a de l'ambition culturelle et sociale, géré collectivement à travers l'association Grand Écran pour tous. C'est ici une appropriation par un capitalisme bien français celui-là, d'un cinéma, un espace communal et associatif, ce bien commun qui nous appartient. Ailleurs, ce seront les espaces verts ou les cantines scolaires. Et c'est enfin un conflit politique qui, dans un cadre légal, républicain et démocratique, offre un bel exemple de l'exercice d'un pouvoir en faveur du capitalisme, et au détriment de l'intérêt commun.

**Daniel**  
Groupe Gard-Vaucluse  
de la Fédération anarchiste

1. *Main basse sur la ville*, de Francesco Rosi (1963).  
2. Voir le site <http://gardarem-lou-pagnol.fr/>.



# Faire payer les **pauvres** !



**IL S'APPELLE LOUIS AGRICOLE.** Il a 92 ans. Il habite Clérac. Un bled de Charente-Maritime. Depuis trois ans, il vit en famille d'accueil. Il touche 900 euros de retraite par mois. La famille d'accueil coûte 1600 euros par mois. Sa famille banque la différence. Il est propriétaire d'une masure. En ruines. Elle ne vaut rien. Antérieurement, il payait 148 euros de taxe foncière. Désormais, ce sera 786 euros. Soit 431 % d'augmentation.

Motif. Jadis, du temps de la droite, il bénéficiait d'un abattement pour les personnes vivant chez elles ou en maison de retraite. Jadis, du temps de la droite, on ne chipotait pas entre maisons de retraite (la peau des fesses) et famille d'accueil (moitié prix). Désormais on chipote.

Une famille d'accueil, même si c'est mieux et moins cher, ça n'est pas une maison de retraite. Donc, plus d'abattement. Règlement, règlement !

À défaut d'intelligence politique, toute chose inexistante dans le cas d'espèce, la question se pose de savoir si les socialos font preuve d'autant de rigueur par rapport aux riches ? Jaurès, s'il te plaît, explique-leur que le socialisme est une trop belle idée pour être gérée par des gribouilles.

**Jean-Marc Raynaud**  
Groupe Nous autres  
de la Fédération anarchiste

## Quand les **politiques** attisent la haine xénophobe

**UNE FOIS ENCORE,** UMP, PS et FN se rejoignent dans la xénophobie et le racisme d'État. Après les sorties immondes de Nathalie Kosciusko-Morizet (candidate UMP à la mairie de Paris) sur ces «Roms qui harcèlent les Parisiens», voilà que le roquet Manuel Valls, ministre de l'Intérieur socialiste, prétend que «les Roms ont vocation à revenir en Roumanie ou en Bulgarie». Surfant sur des idées nauséuses – qui rappellent celles du choc des civilisations –, il affirme, péremptoire, que les Roms «ont des modes de vie extrêmement différents des nôtres et qui sont évidemment en confrontation». Rejetant désormais toute idée d'insertion et d'entraide, il a annoncé qu'il n'y a «pas d'autre solution que de démanteler ces campements progressivement et de reconduire [ces populations] à la frontière». L'UMP, qui n'est jamais loin quand il s'agit de surenchère xénophobe, a ensuite déclaré, par l'intermédiaire de son président, le kapo fascisant Jean-François Copé, qu'«on ferme les yeux au gouvernement français sur ce qui est en train de se passer dans le pays, la violence que l'on constate. On le voit à travers les comportements des Roms, par exemple à Paris. C'est extrêmement grave et ça m'amène à vous dire la chose suivante: il est hors de question que la Bulgarie et la Roumanie entrent dans l'espace Schengen tant que ce problème ne sera pas résolu au niveau européen». Bah tiens !

D'un côté, le gouvernement espère nous faire oublier les taux record de chômage, les fermetures d'entreprises et les hausses d'impôt en nous pointant une prétendue impossible insertion des Roms, de l'autre, «l'opposition» insti-



tutionnelle use du discours nationaliste raciste dans l'espoir de récolter des voix du côté de la droite extrême aux prochaines échéances électorales. D'un côté comme de l'autre, ils cognent sur une population de miséreux, qui se retrouve de toute part harcelée par ces discours violents, par les opérations de la flicaille, mais aussi par les actions punitives de quelques décervelés qui gobent les âneries des politicards. Cette montée d'un discours anti-Rom décomplexé et violent, la tribune que lui offrent les grands médias sans la moindre once d'esprit critique et les dramatiques conséquences qui en résultent ont largement de quoi nous inquiéter sur le devenir de cette France, et plus largement de cette Europe en perdition où l'extrême droite se sent désormais le droit de tuer des militants antifascistes. À l'heure où même la timide liberté de circulation de l'espace Schengen est remise en cause, il est plus que temps de faire à nouveau valoir, haut et fort, dans la rue comme dans nos boîtes et nos foyers, la nécessité absolue d'une abolition des frontières pour la construction d'un monde de liberté, d'entraide et de solidarité, seul capable de tenir bien loin de nous la xénophobie et le racisme, qui ont toujours fait le lit de la bête immonde.

**Johnny Caramelo**  
Groupe Salvador-Seguí  
de la Fédération anarchiste

## Brèves de combat

### C'est pas tous les jours dimanche!

Les deux policiers mis en cause après la mort de deux adolescents à Clichy-sous-Bois en 2005 ont été renvoyés devant un tribunal correctionnel pour non-assistance à personnes en danger, après une décision de la cour d'appel de Rennes.

### Bis

La condamnation à six mois de prison avec sursis du policier impliqué dans l'accident de Villiers-le-Bel, dans lequel deux adolescents sont morts, en 2007, est devenue définitive, les parties ayant annoncé ne pas faire appel. Le policier qui conduisait lors de l'accident était accusé de n'avoir pas respecté la limite de vitesse autorisée. Il a été reconnu coupable d'homicides involontaires par le tribunal correctionnel de Pontoise.

### Roms toujours

Deux campements à Wissous abritant une centaine de Roms ont été évacués par les forces de l'ordre. Les deux campements étaient occupés pour l'un, depuis le 5 avril 2012 et pour l'autre, depuis le 17 septembre 2013.

### Non à la fermeture des Lilas

3 000 manifestants se sont rassemblés aux Lilas (Seine-Saint-Denis) pour protester contre le projet de déménagement de la maternité, lieu authentique de l'histoire du mouvement féministe français.

# Météo syndicale

UNE VICTOIRE SYNDICALE ne fait plus la une des journaux! Ça, c'est connu, ça fait partie des aléas de l'information. Surtout que, la semaine dernière, a eu lieu le «come-back» de François Hollande à Florange où il a, une fois de plus, fait marcher sa panoplie de miroirs aux alouettes.

« Victoire au Park Hyatt Paris-Vendôme », vous n'avez pas dû le voir souvent dans les quotidiens et autres magazines. Pourtant, un accord définissant les nouvelles conditions statutaires des salariés de cet hôtel a été signé par les syndicats CGT-HPE, l'US CGT du Commerce et la CNT Solidarité ouvrière du nettoyage. Par cet accord, les salariés obtiennent une augmentation de salaire allant de 160 à 250 euros. À suivre en restant solidaires et vigilants.

Si, dans des secteurs surexploités, la lutte paye, la pression patronale se montre dans des industries où le syndicalisme existe depuis des lustres. Ainsi, la semaine dernière, huit syndicats de la SNCF ont été reconnus coupables de détournement de la subvention allouée au fonctionnement du comité d'entreprise régional (CER). Les syndicats (CGT, Unsa, SUD Rail, CFTC, CFDT, FO, FGAAC et CFE-CGC) sont sur le pied de guerre ou héberlués. On attend des explications pour éclairer notre lanterne. De toute façon, ce n'est pas ça qui fera avancer la riposte syndicale. Entrave à l'action syndicale ou égarements collectifs de gestion? Sale temps pour une vraie riposte.

Jean-Pierre Germain  
Groupe Salvador-Seguí  
de la Fédération anarchiste



## PAVÉ D'ANAR AVEC SADIA ET MAZOGH KROKAGA





# La mémoire retrouvée ?

EN ESPAGNE, pour les victimes du franquisme et les partisans de la récupération de la mémoire, il s'agit d'un acte historique : une juge argentine, María Servini de Cubría, lance un mandat d'arrêt international contre quatre tortionnaires ayant exercé leurs «talents» sous la dictature franquiste. Des victimes encore vivantes, des familles de ceux qui n'ont pas survécu, des associations aussi, tentaient vainement depuis des années de faire aboutir leurs plaintes. Devant l'obstruction systématique des autorités espagnoles, ils se sont adressés à la justice argentine pour relancer la procédure au nom de la «justice universelle». C'est d'ailleurs à ce titre que le célèbre juge espagnol Baltazar Garzón avait entamé à la fin des années quatre-vingt-dix des actions judiciaires contre des responsables de la dictature argentine (entre autres Videla) et chilienne (entre autres Pinochet) ; par contre quand il a voulu faire de même contre des responsables de la dictature franquiste, il a été rapidement dessaisi du dossier et accusé d'enfreindre la «loi d'amnistie». Celle-ci, comme le pacte de la Moncloa, nous renvoie trente-six ans en arrière à l'époque de la Transition démocratique qui a suivi la mort de Franco. Il ne s'agissait ni plus ni moins que d'un deal passé entre ses héritiers politiques et une opposition institutionnelle (PSOE, UGT- PCE-CCOO, etc.). En quelque sorte : nous restons au pouvoir, mais partis d'opposition et organisations syndicales sont légalisés, vous reconnaissez la monarchie réinstallée, mais on oublie la guerre civile et la répression sous l'ère Franco... À gauche, tous signèrent des deux mains : socialistes, communistes, autonomistes (sauf ETA), syndicats institutionnels. Inutile de préciser que les libertaires (regroupés notamment au sein de la CNT) refusèrent de signer ce pacte qui consistait à devenir amnésique en barrant d'un trait de plume ce pourquoi leurs anciens s'étaient battus et avaient été persécutés, emprisonnés ou tués.

Quand la gauche (PSOE) est arrivée au pouvoir en 1982, pas question non plus de remettre en cause la «loi d'amnistie». Tout le monde y trouvait son compte et pendant l'alternance les affaires continuaient. Et puis le temps passant, amnistie ou pas, les langues se sont déliées et beaucoup, de plus en plus nombreux, ont cherché à récupérer une mémoire historique et collective. Démarches officielles pour rechercher et rouvrir les fosses communes où ont été jetés les cadavres des républicains exécutés par les franquistes, plaintes déposées par des particuliers et des associations depuis trois ans contre des membres des forces de «l'ordre» s'étant livrés à des actes de torture quand ils étaient en activité... Il va sans dire que le gouvernement espagnol actuel, en plus d'être amnésique, est atteint de surdité et c'est pourquoi María Servini, la juge argentine, a retenu la notion de «justice



universelle», saisissant Interpol pour arrêter, voire extraditer, pour les interroger les quatre représentants de la police incriminés (aujourd'hui tous à la retraite). De qui s'agit-il ? De Celso Galván Abascal, ex-membre de la sécurité de Franco et de la Maison royale, convaincu d'actes de torture notamment à la fin des années soixante. De Jesús Muñecas Aguilar, ex-membre de la Garde civile tabassant jusqu'à les rendre méconnaissables ceux qui lui étaient «confiés» en leur disant «Voilà ce qui arrive quand on ne veut pas collaborer». De José Ignacio Giralte González, ex-commissaire de police habitué à frapper les prisonniers en leur ordonnant : «Dis que ta mère est une putain, dis que ton père est un pédé.» Enfin, de Juan Antonio Pacheco (alias Billy el Niño), ex-inspecteur de police qui aimait à frapper les détenus à coup de matraque au seul motif (c'est lui qui s'en vante) que leur tête de lui revenait pas.

Le gouvernement de Mariano Rajoy a réussi à empêcher au mois de mai la tenue de la téléconférence au consulat argentin en Espagne qui aurait permis à María Servini d'auditionner les plaignants. Son parti (le Parti populaire) s'y opposait avec cynisme au motif «de ne pas rouvrir les cicatrices du passé».

On comprend aisément l'inquiétude dans les milieux de droite, et a fortiori de la droite la plus extrême : c'est que derrière ces quatre plaintes il y en a déjà 170 autres en attente, exigeant des mandats d'arrêt contre d'anciens

ministres, des membres de l'Église, des militaires et des policiers. Et ça tombe plutôt mal pour le gouvernement puisque la semaine dernière des représentants des Nations unies (constitués en Groupe de travail sur les disparitions forcées) étaient en mission en Espagne en vue de pousser les autorités à créer une Commission de la vérité ; commission chargée de faire la lumière sur les quelque 150 000 disparitions dues à la répression franquiste, ainsi que sur les 30 000 enfants «soustraits» (c'est-à-dire volés) à leurs mères ou familles «rouges» pour être confiés à des familles «bien-pensantes» (c'est-à-dire national-catholiques).

Nos camarades anarcho-syndicalistes ibériques n'ont pas manqué de rappeler qu'il serait bon aussi d'inculper toutes les entreprises ayant bénéficié de l'exploitation des prisonniers politiques sous la dictature ; notamment dans les grands travaux de construction de routes, barrages, canaux d'irrigation (comme le canal du Guadalquivir qui était plus connu sous le nom de canal des prisonniers). Ils exigent donc réparation pour ceux qui ont dû subir ce «travail d'esclave», et espèrent que le processus judiciaire entamé marque «le début de la fin de l'impunité des crimes franquistes».

Ramón Pino

Groupe Salvador-Seguí  
de la Fédération anarchiste

# De l'inutilité du labeur canin



**CRÉATION HUMAINE**, fiction humaine, malédiction humaine, l'argent est devenu un demi-Golem. Oui, une moitié de Golem seulement, parce que l'argent est en partie tenu par des humains bien réels, les riches ou classe privée. Et les riches s'en servent pour se faire servir. Par d'autres humains bien réels, les pauvres ou classe publique. Mais Golem en ceci qu'il commence à agir de façon autonome. L'argent, comme une cellule cancéreuse, n'a pour but que sa propre expansion infinie, dût celle-ci provoquer la mort de ceux qui le soutiennent et le nourrissent. L'un des symptômes de la golémisation de l'argent est décrit, de façon fort inattendue, par un article du *Monde*, daté du 3 juin 2013 et intitulé «Ces 900 000 jeunes inactifs découragés de tout». Doux Jésus! Horrible vision que celle de 900 000 jeunes étalés par terre, découragés de manger, de parler, de faire l'amour! Non, «inactif» en langage du *Monde* signifie «sans travail». Et «découragés de tout» ne signifie pas se suicider par la faim, mais simplement se résigner à la réalité que l'on n'aura pas de travail parce que l'on est né lascar de cité ou citoyen du quart-monde. Car, pour malmener deux vieilles expressions marxistes, le stade suprême de l'armée de réserve du capitalisme consiste à naître inutile, vivre inutile, mourir inutile. C'est, dans les sociétés les plus productives de l'histoire, ne rien produire, ne rien contribuer à la marche inexorable du cœur de ces sociétés, le système marchand. Marx croyait voir un futur où 99 % d'esclaves travailleraient sans cesse pour 1 % de maîtres.

Non, il semblerait plutôt que l'argent nous emmène vers un monde où coexisteraient une pincée de super-riches, une poignée de riches travaillant d'arrache-pied à tenter de devenir des super-riches, quelques poignées de petits marquis à capital culturel élevé pour distraire tout le monde, quelques pelletées de larbins payés des salaires de misère pour faire ce que les machines ne pourraient pas faire, et puis... le reste de l'humanité, qui ne servirait à rien (mitigeons notre propos, elle consommerait, un peu), qui ne vivrait que parce qu'elle serait née et qu'elle ne serait pas encore morte.

## Pour l'espoir des périphéries, il n'y a que du labeur canin

Louées soient la rédaction du *Monde* et l'auteur de l'article, on a pu lire, dans l'auguste quotidien, des propos de lascars frappés au coin de la plus nette franchise : «Pour les jeunes des cités, y a que du travail de chien. Dans l'intérim, ils nous exploitent à fond. On se respecte, on est nés ici, on a été à l'école. On va pas ramasser la merde des gens comme nos parents.» Ou encore : «L'intérim, j'ai lâché l'affaire, c'est deux semaines, à la fin, ils te jettent comme un chien. Ça débouche sur rien, et tu te retrouves là, sur le parking.» Or le reste de l'article, par ailleurs à l'évidence débordant de bonne volonté, de réelle compassion, voire, peut-être, mais là il faut le deviner et non le lire, d'indignation, utilise ou cite un langage très différent : «jeunes en déshérence», « temps de latence pour se reconstruire », « perte de confiance dans les institutions censées les aider et qui ont intégré une espèce de fatalité de la précarité ». « Bon nombre des 150 000 jeunes qui sortent chaque année du système

scolaire sans le moindre diplôme sont dépourvus des compétences et de l'estime de soi minimales pour faire bonne figure auprès d'un employeur. Avec l'échec scolaire, ils sont entrés dans un rapport conflictuel aux institutions. »

«Rapport conflictuel»? Qu'en termes galants ces choses-là sont dites! Ces 900 000 «inactifs» (qui ne sont pas tous, loin de là, «sans le moindre diplôme») disent, eux, la vérité: l'argent ne viendra à eux, et de quelle mauvaise grâce, et en si minuscule quantité, que s'ils acceptent d'être des chiens.

## Mais les chiens...

... ça mord. On peut penser ce que l'on veut de l'apparent désengagement militant d'une large partie de la jeunesse occidentale, on peut se lamenter de son abyssale ignorance historique-politique soigneusement entretenue par le spectacle; mais on ne peut que se réjouir que là où les experts, les thérapeutes, les assistants et consultants affirment que les cerveaux sont vides, faibles, effrayés, il apparaît qu'ils sont lucides. Il apparaît que les cerveaux supposés bérézinés des «inactifs découragés de tout» savent fort bien comment fonctionne le capital à leur égard. Or les bérézinés ne subissent que la version la plus intense, la plus complète de ce que des millions d'autres subissent en version diluée, ou intermittente. Le capitalisme rejette les humains, les recrache sur le bord de sa route en nombre de plus en plus élevé. Un jour ou un autre, on se regardera, d'un bord à l'autre de la route. Et on se relèvera.

Nestor Potkine



## Quels sujets révolutionnaires ?

**NOUS DISIONS EN D'AUTRES LIEUX** que notre compréhension du monde devait être bousculée et que nous devions partir à la recherche d'un nouveau sujet de l'Histoire; d'un nouvel acteur en puissance de transformer le monde puisque le prolétariat, force prépondérante jusqu'à maintenant, a perdu la conscience de lui-même, s'est atomisé, éparpillé sous les coups des dernières transformations et restructurations d'un capitalisme tout-puissant.

Sans doute n'y a-t-il pas qu'une seule force capable de faire levier pour que le monde change; il existe certainement de multiples impulsions venues du bas de la société, avec quelques-unes sûrement plus déterminantes que les autres. Des forces que l'on ne nommera plus ouvrières ou paysannes, des forces diverses, des forces autres que les mouvements écologistes, féministes ou pacifistes et d'autres encore, comme nous en avons l'habitude jusqu'à maintenant.

Cependant, s'il est une force égale à elle-même et qui se renouvelle sans cesse, inépuisablement, c'est bien la jeunesse.

Une jeunesse qui n'a jamais craint de prendre tous les risques. N'a-t-elle pas été de tous les mouvements révolutionnaires au long de l'Histoire et quelquefois à la source du combat ?

Avons-nous oublié que si le mai 1968 français n'a pas débouché sur une révolution il a cependant mis, grâce à la jeunesse, les consciences en effervescence ? Et s'il n'a pas changé la vie radicalement, il a marqué profondément les esprits pour de nombreuses années et changé les mœurs ?

Cette jeunesse qui, de nos jours, paraît-il, ne lit plus; sourde au monde proche, un casque sur les oreilles à écouter sa musique; qui, paraît-il, ne regarde même plus la télévision mais possède des portables équipés d'un écran la reliant au monde entier; cette jeunesse étrangère, dit-on, aux problèmes du moment et que l'on nous dit autiste, n'a-t-elle pas, il y a peu, fait bouger le monde, équipée de ses boîtes magiques en naviguant en temps réel sur la Toile universelle ?

Cette jeunesse-là est urbaine, plutôt bien éduquée; elle vient des classes moyennes appauvries et en voie de paupérisation, associée à d'autres révoltés d'origines diverses; sa contestation du monde se manifeste doublement: dans le milieu urbain où elle vit et sur cette fameuse Toile qui a mis les canaux de



l'information à l'horizontale. À sa façon, équipée des technologies nouvelles, elle a créé une contre-culture originale qui en laisse quelques-uns au bord de la route.

Il semblerait donc que le sujet de l'Histoire, c'est, maintenant, cet « individu collectif » et connecté qui a surmonté l'atomisation du monde prolétaire et qui innove dans ses manières d'agir, loin des répétitives habitudes d'il y a peu de temps encore.

Allons-nous dire pour autant que les luttes de classes ont disparu ? Disparu avec un monde ouvrier qui a laissé la solidarité à d'autres ? Disparu avec une paysannerie combattante ramenée à la portion congrue ? Disparu avec les « cols blancs » indécis qui pour la plupart hésitent sur le choix de leur camp ?

Non ! Il reste un monde qui supporte jour après jour la domination et l'exploitation, trop saturé de misère, trop encombré par la survie quotidienne, quand bien même il se fait invisible et porte silencieusement le

poids d'un vie laborieuse... ou sans travail.

Non, ce qui a disparu – répétons-le –, c'est la conscience collective du pouvoir prolétarien de moins en moins organisé dans ses regroupements de défense.

Mais de nouvelles forces virtuelles, vivantes et insaisissables sont nées, organisées en réseaux sans hiérarchies et capables de donner des rendez-vous sur l'heure et dans la rue à d'importants rassemblements, de même capables de diffuser informations et mots d'ordre instantanément sur toute la planète.

(On notera cependant que ces nouvelles technologies sont des outils à la portée de tous, jeunes progressistes ou jeunes réacs.)

C'est cette jeunesse qui serait à l'origine du mouvement Occupy Wall Street, des « indignados » espagnols, des mouvements des printemps dit arabes, du mouvement turc de la place Taksim, de mouvements en Chine; et nous en oublions...

Weronika Zarachowicz écrit dans *Télérama*, n° 3316 du 3-9 août 2013 :

« Ce sont des mouvements non-violents, qui reçoivent une réponse de plus en plus répressive du système. Dans les régimes autoritaires, le pouvoir a systématiquement tenté de pousser le mouvement à la violence, car, dès lors qu'un mouvement devient enragé, son rapport avec la société est détruit. Le vrai drame, c'est la Syrie; une mobilisation spontanée et émotionnelle, pacifique pendant six mois, a été réprimée avec la plus grande violence – 7 000 morts ! –, et le mouvement social a cédé la place à une guerre civile. La première victime d'une guerre civile, c'est le mouvement social. »

Weronika Zarachowicz présentait le travail du sociologue Manuel Castells qui, de son côté, note dans son *Ère de l'information* (Fayard éd.): « Les sujets, si et quand ils sont construits, ne le sont plus à partir des sociétés civiles, qui sont en passe de se désintégrer, mais dans le sillage d'une résistance communautaire. »

Si la jeunesse peut être l'étincelle, le sujet d'une résistance communautaire, le sujet de l'Histoire qui s'écrit, elle ne sera pas seule; celles et ceux qui l'accompagneront seront innombrables.

Car si l'on sait de toute éternité que l'on peut être vieux à 20 ans, on sait aussi que la jeunesse n'a pas d'âge.

**André Bernard**

*Cercle libertaire Jean-Barrué  
de la Fédération anarchiste*

# Rupture anarchiste et trahison proféministe



## Mademoiselle

**EN TANT QUE FÉMINISTE**, je n'attends pas le Sauveur. Je sais que, quel que soit l'homme qui est en face de moi, il est celui qui bénéficiera de l'oppression des femmes, de l'oppression que, jour après jour, je subis. Quoiqu'il en dise. Qu'il l'admette ou non. Je l'ai appris à mes dépens, après des années de discussions affectueuses mais infructueuses auprès de mes camarades et compagnons.

Au départ, je voulais tenter de changer les choses en faisant appel, avec le plus de pédagogie possible, à leur cohérence, leur amour et leur amitié. Il faut bien l'avouer, cette méthode a toujours lamentablement échoué. À présent, je trouve que le petit cri que j'ai longtemps poussé, « s'il te plaît, renonce à tes privilèges et cesse de m'écrabouiller, si tu veux bien, tu seras gentil, s'il te plaît, s'il te plaît ! », était un petit cri assez pitoyable. Mais c'était le seul petit cri que je savais pousser. Quand on vous coince les doigts dans une porte, il est assez surprenant de constater la première fois que tout ce qu'on sait faire c'est de demander gentiment si on n'a pas sali la peinture avec son sang, avant de s'excuser puis de nettoyer. Pire,

plus on se fait coincer les doigts dans cette porte, moins on pense qu'il nous est possible de faire autre chose que de pousser ce petit piaaillement.

Car nous sommes dressées à nous excuser lorsque l'on nous coince les doigts dans la porte. Nous sommes dressées à croire que c'est de notre faute, qu'on n'aurait pas dû laisser traîner ses doigts et qu'on l'a bien cherché. Nous avons du mal à prendre conscience de notre droit à vivre dotées de nos dix doigts, sans que l'on nous blesse ou nous coince. Nous avons du mal à prendre conscience de notre propre dignité, comme l'écrit Christine Delphy, et à exiger qu'en face, on en tienne compte.

Pas par gentillesse ou grandeur d'âme, comme si l'on nous accordait un luxe, une cerise sur le gâteau, non, mais parce que nous avons le droit et nous exigeons de vivre autrement que comme des bêtes, à hanter la cuisine comme les rats hantent les égouts, autrement que comme des balais à chiotte, des trous ou des ventres sur pattes.

J'avais donc tendance à m'excuser quand

on me coinçait les doigts dans la porte, mais un jour, j'ai pris conscience que mes mains, si longtemps entravées, pouvaient former un poing. Pour cogner. Et cela notamment grâce aux mots de Christiane Rochefort « Il y a un moment où il faut sortir les couteaux. C'est juste un fait. Purement technique. Il est hors de question que l'opprimeur aille comprendre de lui-même qu'il opprime, puisque ça ne le fait pas souffrir : mettez-vous à sa place. Ce n'est pas son chemin. Le lui expliquer est sans utilité. L'opprimeur n'entend pas ce que dit son opprimé comme langage mais comme un bruit. C'est la définition de l'oppression [...] L'opprimeur qui fait le louable effort d'écouter (libéral intellectuel) n'entend pas mieux. Car même lorsque les mots sont communs, les connotations sont radicalement différentes. C'est ainsi que de nombreux mots ont pour l'opprimeur une connotation-jouissance, et pour l'opprimé une connotation-souffrance. Ou : divertissement-corvée. Ou loisir-travail. Etc. Aller donc communiquer sur ces bases. [...] C'est ainsi que la générale réaction de l'opprimeur qui a écouté son opprimé est, en gros : mais de quoi diable se plaint-il ? Tout ça c'est épatant. Au niveau de l'explication, c'est tout à fait sans espoir. Quand l'opprimé se rend compte de ça, il sort les couteaux. Là on comprend qu'il y a quelque chose qui ne va pas. Pas avant.

Le couteau est la seule façon de se définir comme opprimé. La seule communication audible. »\*

J'ai alors réalisé que mes plaintes, mes piteuses tentatives d'explications pédagogiques et patientes, se résumaient en réalité à ceci : pisser dans un violon. Si comprendre cela m'a fait du bien, il m'a également été douloureux de réaliser que l'intimité que je partageais avec un homme et les sentiments que j'avais pour lui s'inscrivaient dans le cadre de rapports oppressifs, hiérarchiques et donc violents.

« Tout cela est donc si minable, alors ? », me suis-je demandé. Cela a été long pour que j'envisage notre société patriarcale autrement que s'exprimant à l'extérieur de moi ou du couple que je formais. Car comment vivre en sachant qu'elle est en nous, qu'elle infiltre notre manière d'être, de penser, d'agir et de ressentir ? Comment trouver la force de se regarder, de nous regarder ? J'ai commencé à accepter de voir, grâce à de grands textes féministes qui ont dessillé mes yeux. J'étais d'accord pour enfin regarder et essayer de comprendre... mais que faire ?

Que faire lorsqu'on découvre que nos compagnons de lutte, ceux-là même qui se disent engagés contre toutes les formes d'oppressions, préfèrent bien souvent ne pas voir celles dont, en tant que mâles, ils tirent d'évidents bénéfices ? Que faire lorsque l'on découvre que si nos camarades veulent bien gueuler contre l'ordre des choses, ils ne veulent surtout pas remettre en cause celui qui vous écrase et leur rend, à eux, tant de services : continuer à pouvoir baiser quand ils veulent et comme ils veulent, rentrer dans un petit chez-soi où l'intendance tourne sans accroc (et surtout sans eux), que la bouffe

arrive, que le slip soit propre ; pouvoir causer tranquillement en tribune en décidant de l'ordre du jour, des combats légitimes et des luttes prioritaires...

Comment accepter qu'il soit si difficile d'être féministe au sein d'espaces où, pourtant, on devrait trouver le repos et l'énergie pour lutter ? Mauvaise foi, déni, ironie, humiliations, violences... tout est fait pour nous conduire, nous militantes, à la résignation : se contenter de, marcher sur des œufs puis finir par se taire et tenter de digérer un vague sentiment de défaite, une déception dont on espère que l'amertume sera passagère. Bref, renoncer à se battre pour soi, à penser sa place au sein des luttes comme en cuisine... et se préparer à avaler les couleuvres qui, déjà – encore et toujours – se profilent.

Face à ces douloureux constats, beaucoup de féministes sont tentées de jeter le bébé avec l'eau du bain en se disant : « Puisque je n'ai pas la force de lutter partout, tout le temps, jusqu'au sein des collectifs militants où je suis engagée, jusqu'au cœur de mes amitiés et de mes amours... autant tout arrêter. » Et il faut avouer que cela peut être reposant, au début : plus d'arguties, de débats interminables, ni de cruelles déceptions. Parce que c'est épuisant de ne jamais baisser les armes, de toujours être sur le qui-vive et de devoir même se défendre de ceux qu'on aime. On voudrait demander l'asile, un lieu où l'on pourrait, l'espace d'un instant, souffler un peu et se retrouver. Mais on comprend rapidement que c'est un tout autre asile que l'on promet le plupart du temps à la féministe de service : celui-ci est plutôt réservé à la folle qui jamais n'est contente, l'hystérique qui toujours dérange, empêche les réunions de se dérouler comme prévu ; celle qui fout la merde au sein du groupe, qui demande à ne pas toujours être cantonnée au ménage du local, qui ne veut pas accepter les remarques sexistes qu'on lui impose, qui parle de violences là où l'on préfère parler de « drague un peu lourde », bref, celle qui braque la lampe sur ce que l'on voudrait tant maintenir dans l'ombre.

Si certaines jettent l'éponge, d'autres maintiennent le cap. Mais à quel prix ? Usure, solitude, découragement, stigmatisation, mise à l'écart... Pour continuer dans ces conditions, il faut une énergie sans faille, beaucoup d'humour et de sacrées armes. Les écrits de Léo Thiers-Vidal font indéniablement partie de ces armes-là.

Plus encore, en le lisant, on a le sentiment d'avoir trouvé un ami, un frère et un véritable compagnon de lutte. Son humilité, son exigence, son empathie et sa colère forcent le respect. Car il faut bien admettre que ces qualités sont assez rares lorsque l'on discute avec des militants et/ou des chercheurs hommes réfléchissant aux rapports sociaux de sexe. L'humilité, par exemple, fait souvent défaut. Combien ai-je rencontré ou lu de leurs écrits qui me donnant le sentiment qu'ils posent leurs idées comme s'ils posaient leurs deux énormes testicules sur le papier ? Ils savent, ils

ont compris et se pensent au-dessus de la mêlée. Parce qu'ils ont quelques lectures à leur actif, dont ils ne retiennent généralement que ce qui les arrange. Ils débarrassent parfois le lave-vaisselle et savent changer la couche de leur bébé ; ils se mettent à croire que leur grande tête est une ampoule géante qui éclaire le monde.

Généralement, quelques mois auparavant, ils écoutaient tes propos, lisaient les livres que tu leur conseillais et essayaient de penser les concepts que tu passais des heures à leur expliquer... Mais très rapidement, ils se sont pris pour la tête pensante du mouvement féministe. Ils se disent plus féministes même que les féministes et savent généralement mieux que toi ce que c'est d'être une femme, ce qu'est le féminisme, quelles sont ses « priorités » et « comment l'articuler aux autres luttes ». Ils reprennent alors leur place sur le devant de la scène et retournent le féminisme comme un gant, en deux temps, trois mouvements. Ils deviennent Le Sauveur que tu attendais, selon eux. Et tu as intérêt à leur en être redevable. On dit merci au Monsieur. Il faut avouer que, la première fois, on trouve le tour de passe-passe assez bluffant.

Renforcer le système patriarcal en ayant l'air, de prime abord, faussement subversif est donc très aisé. Mais le renforcer en croyant, de bonne foi, qu'on tente de le subvertir, est hélas tout aussi facile. Or, l'exigence de Léo Thiers-Vidal lui a permis de dépasser cet écueil. Cette exigence est triple : lire réellement les travaux des chercheuses féministes, c'est-à-dire sans évacuer ce qui pourrait être susceptible de le déranger ; ne jamais oublier qu'il pense les rapports sociaux de sexe à partir d'une position oppressive et enfin, s'engager concrètement aux côtés de militantes féministes, des femmes, et plus largement, des opprimées et opprimés.

Cette humilité et cette exigence ont permis aux textes de Léo Thiers-Vidal de sonner juste... et fort, grâce à la colère et l'empathie qui les animent. Ces textes sont comme autant de camarades auxquels on a envie de donner la main, avec la sensation qu'on ne nous écrabouillera pas les doigts, cette fois-ci. Il ne s'agit pas de les regarder avec les yeux mouillés de la groupie reconnaissante. Bien au contraire. Ces textes sont des scalpels pour disséquer le dominant, l'opprimeur – mon dominant, mon oppresseur – ; des scalpels taillés pour couper dans le vif, des armes qui ne s'useront que si on s'en sert pas. **M.**

\* Définition de l'opprimé dans la présentation de la traduction française de *Scum Manifesto* de Valérie Solanas, Paris, La Nouvelle Société, 1971.

Ce texte est la préface de l'ouvrage *Rupture anarchiste et trahison proféministe*, recueil de textes de Léo Thiers-Vidal (éditions Bambule, 208 pages, 8 euros).



# La **révolution** est l'ennemie de tout homme politique

Tamarod<sup>1</sup> et l'appel pour le 30 juin



(AP PhotoHassan Ammar.)

## Mouvement socialiste libertaire égyptien

**IL Y A PRÈS DE DEUX ANS**, les gens sont descendus dans les rues par millions pour s'opposer à l'ancien président déchu, Moubarak, selon un scénario qui a surpris l'ensemble de la société car ce mouvement était spontané et antipolitique. Cette énorme vague a frappé les vieilles élites politiques pourries. Les gens ont senti, pour une fois, qu'ils avaient le pouvoir de faire quelque chose de plus que les simples revendications réformistes que ne cessaient de répéter, depuis des siècles, les élites et les libéraux, y compris les islamistes.

Les gens ont enfin brisé le cercle vicieux, qui consistait à s'opposer au système de l'intérieur, ce qui était impossible puisque le principal pilier de ce système est la corruption – comme dans tous les systèmes à travers le monde. La corruption dont nous parlons est celle que les capitalistes créent, basée sur l'exploitation des masses, qui consiste à appauvrir la population pour le plaisir de les asservir et contrôler leur vie, ces masses qui sont allées crier trois mots, pas

plus : « Pain, liberté, justice sociale. » Cela n'a pas duré très longtemps, jusqu'à ce que le Scaf (Conseil suprême des forces armées) se présente avec son plan « démocratique », visant uniquement à mettre fin au soulèvement du peuple, qui commence par le référendum constitutionnel et se termine avec Morsi, le soi-disant « président révolutionnaire ».

Depuis le début, le Conseil suprême des forces armées travaille aussi dur qu'il peut avec un seul objectif, en finir la jeunesse la plus radicale pour mettre en avant son « projet démocratique », composé d'une série de procédures que l'on est tenu de suivre pour exiger un changement qui soit civilisé. Ce processus a commencé avec les partis politiques de la jeunesse et s'est terminé sur les écrans de télévision, et c'est ce qu'ils firent. Mais tout cela a un prix, il faut montrer une loyauté totale envers le système actuel, s'y opposer comme ils vous le disent et agir comme si vous vouliez le changer, mais jamais remettre en cause son existence.



Mais ils ont eu tort. Ce qui était un plan a mal fini lors des élections législatives. Le système qu'ils voulaient préserver n'est plus digne de confiance pour le peuple. Les gens ont appris la leçon ; au moins cette fois, ils comprennent qu'ils ne peuvent faire confiance à personne, à l'exception de leurs mobilisations de rues, et en leur puissance, en tant qu'ils sont organisés. Alors, au milieu et à la fin de 2011, ils ont occupé de nouveau ce qu'ils avaient laissé avant. Les travailleurs se sont levés, exigeant ce que les médias d'État ont appelé des «demandes de factions», dans une des plus grandes vagues de grève ayant frappé le pays depuis des décennies. L'administration militaire a été incapable de liquider cet esprit révolutionnaire, et les élections présidentielles sont venues témoigner de la faible participation des classes inférieures et des gens en général.

Le fossé entre le «processus démocratique» et la masse des gens continue à se creuser. Les élites politiques, l'islam politique et les élites libérales étaient incapables de répondre aux exigences du peuple qui espérait, deux ans auparavant, mettre à bas le régime et qui espérait en une nouvelle alternative. Le sang du peuple continue à couler dans les rues, ce qui prouve que le processus, prétendument démocratique, de Constitution est la première étape sur la voie de la dictature.

Dans l'arène politique, les élites politiques ont essayé de trouver des solutions pour contrôler les masses, entre les discours politiques et l'argent versé pour financer les campagnes de jeunes, derrière lesquelles ces vieilles élites se cachaient, craignant que les gens soient en mesure de s'organiser et de trouver une alternative pour se débarrasser d'elles, elles qui font partie du régime pour réprimer les mouvements révolutionnaires et pour assurer la stabilité du système. Elles ont monté un mouvement appelant à la prétendue rébellion, sous le nom de Tamarod, afin de garder à l'esprit les exigences des élites politiques. Leurs «réformes» retentissaient dans les médias d'opposition mais leurs exigences se limitaient à «renverser la tête du système, Morsi», qui n'est, en fait, pas la cause du problème. La cause du problème initial est l'ancien régime dont les élites politiques font partie. C'est ce système qui n'est pas tombé le 28 janvier, et que tout le monde est soucieux de ne pas remettre en cause, pour leurs propres intérêts.

La campagne de Tamarod reflète les exigences des diverses élites politiques qui travaillent dur pour convaincre le peuple qu'ils œuvrent pour améliorer ses conditions économiques et sociales. Mais, si nous examinons la performance de ces élites, depuis le 28 mars, il y a deux ans – ils avaient appelé à empêcher les masses de descendre dans les rues et à arrêter les protestations ; ensuite l'administration militaire est venue comme la dernière carte pour que le système se plei-

tège –, nous constatons que ces élites sont celles qui ont appelé à passer par le processus démocratique, dans l'espoir d'obtenir des gains. Elles n'ont pas réussi à le faire, et c'est ainsi qu'elles se lèvent maintenant, après le succès des Frères musulmans, qui a le contrôle d'une partie de l'État, et l'exclusion du reste des forces politiques, ce qui a conduit à la congestion et aux conflits entre les élites libérales et les élites politiques islamistes, ainsi qu'à rétablir la puissance des élites libérales. Elles ont soutenu la campagne de Tamarod, compte tenu des demandes de réformes de cette classe parasitaire. Elles l'ont soutenue dans les médias, jusqu'à ce que Tamarod se transforme en mouvement réformiste à la recherche de racines dans la société, pour liquéfier l'esprit révolutionnaire des masses à des fins politiques et au bénéfice des élites, sous le masque de la démocratie.



### Un avantage politique

Le danger de Tamarod est qu'il s'efforce de convaincre les gens que le problème n'est pas vraiment dans le système, qui repose sur l'exploitation, mais qu'il est à la tête du système – ce qui est inexact, puisque le changement à la tête du système, avant et après la révolution, est seulement un changement de nom, alors que les politiques répressives d'exploitation et les conditions sociales et économiques restent les mêmes. Ainsi, Tamarod est simplement une comédie politique qui ne change pas des autres et qui tente de politiser la révolution. Les élites n'ont pas d'objection à la politique actuelle ou antérieure du système ; la seule objection, c'est qu'ils veulent faire partie du système, ils veulent faire partie du pouvoir. Ils regardent la révolution comme un avantage politique, ils ne la voient pas comme un mouvement populaire qui veut détruire le système actuel afin que le peuple puisse construire une alternative pour plus d'égalité et de justice.

Et maintenant, après le 30 juin, quel est le résultat de cette «révolution» qu'ils ont affirmé être la suite de l'insurrection du 25 janvier – qui était en fait le 28 janvier ? Nous sommes immobiles face aux résultats du 30 juin et nous sommes maintenant plei-

nement sous un coup d'État militaire et, le plus remarquable, c'est qu'il ne s'agit pas seulement d'un coup d'État militaire, mais bien d'une tentative de reproduire un système qui était mort en janvier mais qui est depuis remis à l'ordre du jour par les membres de l'arrière-garde.

Nous assistons au retour de la police d'État, assurant la protection du coup d'État militaire qui a ouvert ses bras à tous les membres de la société – pas seulement en tant qu'adversaire des islamistes – et qui veille à museler les opposants au régime actuel avec l'aide de l'armée et des forces de police, et qui arrête aussi des citoyens qui sont accusés d'avoir insulté le général Sissi. La junte militaire permet à la police d'arrêter des citoyens où qu'ils se trouvent, en ajustant leur droit à la mobilité afin d'être en mesure d'effectuer ces excès d'autorité répressive. Mais ce n'était pas assez pour eux. Il y a eu aussi des citoyens non armés abattus en raison du couvre-feu pour imposer la nouvelle loi et montrer que ceux qui enfreignent leurs lois vont être victimes de la violence et du terrorisme d'État.

Même si Sissi a essayé de couvrir le coup d'une couverture civile libérale, par la nomination du président Adli Mansour, un ancien président de la Cour constitutionnelle ; de son chef de cabinet, le libéral Hazem el-Beblawi – qui est en fait l'un des partisans de l'héritage et qui fut également ministre des Transports, lequel qui a sur ses mains le sang des Égyptiens, en particulier les catastrophes de chemin de fer en 2001 – ; de Kamal Abou Eita – syndicaliste jaune – qui dirige l'Union des syndicats indépendants, qui été établie avec l'aide de l'État avec pour objectif d'infiltrer le mouvement ouvrier et de le contenir ; et de Adel Labib, en tant que ministre des Finances, et d'autres hommes d'affaires qui ont grandi durant les années de Moubarak. Maintenant Sissi tente de convaincre les puissances étrangères que ce coup de force est en leur faveur. Maintenant Sissi a perdu la possibilité de cacher le coup d'État lorsqu'il est sorti pour demander aux gens de terminer la «révolution» du 30 juin et de lui donner le mandat de faire couler le sang et d'utiliser le pouvoir contre tous ; d'autant plus qu'il sentait à ce moment un chavirement de sa popularité. Il a alors voulu créer une affaire de terrorisme afin de gagner le soutien des gens au terrorisme d'État, et ce, bien sûr, avec l'aide du mouvement Tamarod, qui a appelé à soutenir l'armée. Après que Tamarod a mobilisé pour la «révolution» de l'ancien régime, maintenant, ils se mobilisent pour l'armée en essayant de contrôler et de contenir la rage du peuple contre le système, de la limiter et de l'orienter contre la seule tête du système Morsi, pas contre l'ensemble du régime, et de diriger la rage des gens dans une voie particulière et, désormais, les résultats du mouvement de masse dans les rues sont accaparés par les libéraux et les militaires.



Désormais, les caractéristiques du gouvernement libéral ont été établies, ce qui revient à la même vieille façon de penser d'avant janvier 2011, avec le retour des services de sécurité, après s'être arrêtés pendant un certain temps, et le retour à des relations de nature avec les hommes d'affaires de l'ancien régime qui ont également travaillé à la réconciliation avec le régime Morsi, après des tentatives diverses. Mais, après le retour complet de l'ancien régime, avec un nouveau format et les mêmes personnes, il n'est plus nécessaire maintenant de réconciliation, ce sont eux qui sont en charge.

La manière de traiter les gens des Frères musulmans ne se distingue pas de leurs prédécesseurs, et c'est ce à quoi nous nous attendions puisque le pouvoir est un outil pour la répression des masses et non pour préserver leurs droits. Là où la garantie de base, pour l'arrivée des Frères musulmans au pouvoir, est de continuer à assurer le service des capitalistes, et d'éliminer la révolution par les moyens de l'autoritarisme oppressif, qui allait de l'emprisonnement de travailleurs et d'étudiants à l'enlèvement collectif ou au meurtre, sous la protection de l'armée et de la police. C'est ce que la Fraternité a mis en place durant toute l'année de leur règne et sitôt après le 28 janvier mais, suite au conflit de pouvoir entre élites cultivées, qui ont grandi sous Moubarak, et les élites musulmanes conservatrices (en prenant en compte que leurs idées économiques – le capitalisme – est le trait commun entre ces élites) la confrérie a été évincée du pouvoir. La voie était ouverte pour les élites du temps de Moubarak pour reprendre le pouvoir. Et n'oubliez pas que la Fraternité, et leur ascen-

sion au pouvoir, était sous la supervision du Conseil militaire, qui a estimé qu'il était nécessaire que la confrérie prenne le pouvoir pour être en mesure de contrôler les foules de gens qui occupaient les rues et les champs. Maintenant, les anciennes élites politiques collaborent avec les élites libérales et nationales pour mobiliser les partisans de la classe bourgeoise et la classe moyenne, et la présence de la Fraternité était marginale. Donc, les Frères musulmans ont été sacrifiés au milieu d'un conflit de pouvoir dans ce jeu ridicule de la soi-disant «révolution» du 30 juin.

#### Diviser pour mieux régner...

Nous voyons comme il est maintenant clair que le régime veut garder les islamistes comme adversaires, afin de dissoudre les frontières entre ceux qui se battent pour des droits économiques et sociaux et ceux qui veulent juste une chaise à l'intérieur du système, et qui veulent devenir l'opposition au sein du cadre de l'État et du système existant. Et maintenant, après une vague de contre-révolution qui a réussi à revenir au pouvoir, il faut noter que les Frères musulmans non plus n'ont pas su répondre aux demandes et aux exigences sociales, économiques et politiques du peuple, tout comme le régime déchu de Moubarak, et ont prouvé que l'armée est un élément clé dans l'équation de la politique égyptienne puisqu'on retrouve en son sein toutes les parties qui assurent en tout temps, non pas les exigences de la société mais plutôt la stabilité économique. D'autant plus que l'armée détient plus de 30 % de l'économie égyptienne et que, sans stabilité, il n'est pas possible pour les

hommes d'affaires, avec des grades militaires, de gagner leurs énormes profits dans la paix. Ils ont prouvé que l'armée intervient toujours quand ils sentent un danger pour la stabilité de l'État, qui est directement liée aux gains politiques et économiques qui lui permettent de contrôler l'État sous l'autorité d'une faction, parce que cette faction ne peut accéder au pouvoir uniquement que sous la supervision de l'armée.

La révolution ne deviendra pas, en un jour, un mouvement permettant aux politiciens de différents partis d'assurer eux-mêmes une partie de l'autorité ou de pouvoir, parce que la révolution est toujours en cours et ne s'éteindra pas jusqu'à ce que les revendications du peuple soient satisfaites. La révolution est l'ennemie de tous les politiciens, et de chaque militaire, de chaque homme d'affaires, de chaque prêtre. La révolution n'est pas et ne sera pas contrôlée par une personne, de sorte que Tamarod, comme tous les autres partis qui servent à liquéfier l'esprit révolutionnaire, deviendra à la fin une blague ridicule pour les gens qui se battent pour abattre le régime. Oui, les Frères musulmans sont les ennemis de la révolution, mais les ennemis de la révolution sont aussi ceux qui s'efforcent d'éteindre et mettre des limites à cela. La révolution est l'ennemie de tous les systèmes, la révolution est l'ennemie de tout homme politique, l'ennemie de toute autorité, même si la bourgeoisie a réussi à abattre les Frères musulmans et à revenir au pouvoir avec un nouveau président. La révolution se tiendra debout contre lui. La révolution est contre le régime et non contre des individus ou des personnes.

M. S. L. E.

1. Tamarod (arabe : *تمرد* *tamarud*, «rébellion») est un mouvement populaire égyptien fondé pour rassembler l'opposition au président Mohamed Morsi et l'obliger à convoquer une élection présidentielle anticipée. Tamarod visait à recueillir 15 millions de signatures d'ici le 30 juin 2013, le premier anniversaire de l'investiture de Morsi. Le mouvement a contribué à lancer les protestations de juillet 2013, qui ont précédé le coup d'État.



# À la recherche d'un **vieil Antonio**

## Carnet de voyage au Chiapas (3/4)

**Guillaume Goutte**

Groupe Salvador-Segui  
de la Fédération anarchiste

### Deuxième jour d'école

Mardi 13 août, réveil vers 6 heures du matin, avec les chants tapageurs des coqs de la communauté, suivis de quelques coups timides contre ma porte, ceux de mon *votán*, qui attend que je me lève. Une fois debout, direction la cuisine pour le petit déjeuner. La femme et la fille de José Martínez, sans doute levées depuis une bonne demi-heure, sont déjà au travail : l'une moule une pâte de maïs, l'autre fait cuire les tortillas. La petite cuisine, qui fait aussi office de salle à manger, baigne dans la douce odeur de café, lequel chauffe sur le grand four. Pour ce premier petit-déjeuner (oui, il y en aura un autre), je me contente de quelques biscuits et d'une tasse de café bien chaud ; idem pour mon *votán*.

À 7h30, après la toilette et un nouveau petit déj (cette fois composé de tortillas et de *frijoles*), José Martínez me confie une machette qu'il vient d'affûter devant mes yeux et m'explique le programme de la matinée : travailler sur une *milpa*, une plantation de maïs. Nous partons dans la foulée, à pied, sur une route de terre. Le trajet dure une bonne heure, sous un soleil bien présent mais encore léger. Une fois arrivés au champ, nous nous enfonçons à travers les hauts plants de maïs (environ deux mètres de hauteur) et montons (oui, la *milpa* est sur une pente, plutôt raide d'ailleurs) jusqu'à la partie sur laquelle nous travaillerons. Là, mon *votán* m'explique comment utiliser ma machette pour couper tout ce qui n'est pas du maïs entre les plants, autrement dit les mauvaises herbes qui, si elles viennent à trop grimper, pourraient étouffer les cultures. Cette tâche qui, comme ça, peut paraître assez simple ne l'est plus vraiment quand on se rend compte qu'il faut l'exécuter assez rapidement tout en étant suffisamment minutieux pour ne pas trancher les plants de maïs. Je pourrais écrire que ce contact avec la terre fait un bien fou, qu'on reprend conscience d'appartenir à un tout (lequel ?), mais je risquerais de tomber dans le cliché à deux pesos, alors, je m'abstiendrai d'aller plus loin...

Pendant que je m'exerce à cette besogne, José Martínez s'éloigne, en quête d'*elotes* (épis de maïs) à découper ; il en ramènera trente-cinq, qu'il rangera soigneusement dans un sac de toile. En fin de matinée, quand il commence à faire vraiment chaud (bien que les plants de maïs nous préservent), nous décidons de retourner à la communauté, en portant, chacun son tour, le lourd sac d'*elotes* en mode «sherpa» (ce qui ne manque pas, lorsque vient mon tour de transbahuter la charge, de faire sourire les quelques compas qu'on croise en chemin).

Une fois au foyer, on dépiaute les *elotes* (on les débarrasse de leur enveloppe de feuilles) pour qu'il ne reste plus que l'épi. On fourre ensuite le tout dans un grand récipient qu'on recouvre des feuilles précédemment retirées, et je file à la douche. Frais comme un gardon au sortir du «bain», je m'apprête à prendre un peu de repos... Ce qui n'entre visiblement pas dans les plans de mon *votán* qui, lui, a prévu de m'accorder quelques heures pour... étudier ! Puisqu'il m'est impossible de sécher les cours de cette petite école particu-

lière, j'obtempère... Et j'ai raison, évidemment. D'autant que, au final, nous discutons plus que je ne lis les manuels. Il me parle notamment de la marche du 21 décembre 2012, à laquelle il a participé à Ocosingo. (Rappelons que plus de quarante mille zapatistes avaient alors pris, pendant plusieurs heures, les cinq principales villes du Chiapas – excepté Tuxtla –, et ce sans autres armes qu'un silence quasi absolu.) Je m'attends à ce qu'il m'explique que ce fut difficile, mais, bien au contraire, il affirme avoir trouvé ça «tranquille». Certes, il y avait alors une pluie démentielle et il faisait froid, mais il préfère ce temps-là à la chaleur, insupportable quand il s'agit de porter un passe-montagne pendant des heures et des heures. Quand j'apparis, peu après, qu'il avait été milicien en 1994 et qu'il avait participé au soulèvement – armé, celui-là – à Ocosingo le 1<sup>er</sup> janvier, je compris mieux pourquoi il considérait la marche de décembre dernier comme «tranquille»... En fin d'après-midi, alors que je regardais, chez un de ses voisins, un documentaire sur, justement, le soulèvement armé de janvier 1994, des *compas* nous informent qu'un avion militaire survole en ce moment la zone. Nous sortons et levons les yeux au ciel pour regarder l'engin. Le lendemain (je l'apprendrai de retour de la petite école), le Comité clandestin révolutionnaire indigène (CCRI) de l'EZLN publiait un communiqué dénonçant le survol, par des avions de l'armée, des cinq zones du territoire zapatiste. Non sans humour, le commandant Tacho écrivait que, si les soldats du gouvernement désiraient suivre les cours de la petite école, ils pouvaient toujours essayer d'en faire la demande...

En fin de journée, début de soirée, les élèves de la communauté sont invités à assister à la projection d'un des deux DVD fournis lors de l'enregistrement au Cideci. Nous nous retrouvons sur le terrain récupéré, devant une bâtisse de béton aux murs peints sur laquelle un grand tissu blanc a été déployé – notre écran. Le film en question est bien foutu, il



s'agit d'une présentation, *caracol* après *caracol*, de quelques projets collectifs, pierres angulaires de l'autonomie : cliniques, écoles, coopératives, etc. Chouette façon de conclure cette deuxième journée d'école.

### Troisième jour d'école

Pour ce mercredi 14 août, il était à l'origine prévu que nous allions travailler dans un champ de *frijoles*. Mais, au lever, à 6 heures, José Martínez m'explique que le Conseil de bon gouvernement de La Garrucha a demandé aux *votán* de conduire les élèves sur un terrain récupéré. Après les deux petits déjeuners habituels, nous nous mettons donc en route, tous deux une machette sous le bras (la mienne est d'ailleurs bien plus grande que celle de la veille ; je comprendrai après pourquoi). Nous marchons pendant une heure et demie, dans la forêt, puis sur une route de terre, avant d'arriver, enfin, au terrain. Il s'agit d'une vaste terre, appartenant officiellement au gouvernement – qui n'en faisait rien depuis bien longtemps – récupérée par les zapatistes de La Garrucha en 1994 et, depuis, travaillée et exploitée collectivement par ceux qui s'y sont installés. De ce que j'en ai vu, il s'agit essentiellement d'élevage de vaches (et de quelques chevaux). Nous arrivons devant un enclos de bois, au sein duquel quelques *vaqueros* zapatistes donnent patiemment du sel à leurs bêtes (environ une trentaine), lesquelles ne semblent pas toujours disposées à en prendre. Vient ensuite la tentative d'allaitement d'un petit veau plus ou moins abandonné par sa mère, qui refuse de le nourrir. C'est l'occasion de voir ces *cow-boys* *mayas* s'adonner à une tâche autrement plus difficile que la distribution de sel. Monté sur un cheval qui ne semble pas très costaud, un *vaquero* saisit la mère récalcitrante au lasso et l'entraîne à l'écart des autres bêtes, pendant qu'un autre porte le petit veau (lequel ne sait pas encore marcher). Mais la vache, puissante, fait trébucher le cheval (plutôt maigrichon), qui s'étale de tout son long, entraînant dans sa chute son cavalier. Et les problèmes ne font que commencer : la bête est énervée, agitée, ne tient pas en place, si bien qu'il est impossible de placer le veau sous ses pis. Après une tentative infructueuse, la vache est finalement couchée (ils la font chuter en lui prenant les pattes avec le lasso) et un *vaquero* se risque jusqu'à ses mamelles pour en tirer du lait... Mission réussie, semble-t-il...

Cet épisode terminé, mon *votán* m'enseigne le maniement de la machette longue et, un peu comme la veille, me charge de couper des petits tas d'herbes montantes, aux tiges plus solides et coriaces que celles de la *milpa* (ce qui explique l'usage d'une machette plus puissante). Cet entretien d'une partie du terrain en plein cagnard est plutôt épuisant, d'autant que la machette, plus longue donc plus lourde, n'est pas simple à manier (sans doute encore une histoire de classe moyenne française citadine). Après une pause repas (purée de *frijoles* et tortillas) à l'ombre d'un grand arbre, nous



reprenons la marche, non pour rebrousser chemin, mais pour se rendre à la communauté zapatiste qui s'est installée sur ce terrain récupéré. Sur le trajet, qui dure une petite demi-heure, José Martínez m'explique que la récupération de cette terre inoccupée par les paysans zapatistes n'a pas été sans de sérieux problèmes avec le gouvernement. À plusieurs reprises, ils ont dû faire face à des groupes paramilitaires, parfois dans des situations particulièrement tendues sur lesquelles il ne s'est cependant pas épanché en détails. Cette petite marche est aussi l'occasion, pour mon *votán*, de me parler un peu des fameux travaux collectifs, qu'il dit être à la base du projet d'autonomie zapatiste. Comme leur nom l'indique, les travaux collectifs sont des tâches effectuées collectivement par la communauté ou le *municipio* (cela dépend du niveau auquel ils s'effectuent). Il s'agit principalement de travaux agricoles (culture du maïs et des *frijoles*) et d'élevage, mais le concept de «travail collectif» peut aussi recouvrir l'éducation, la santé, la communication. Les destinées de ces travaux sont diverses : nourrir les élus qui ont des charges nécessitant un travail à temps plein (et qui ne peuvent donc plus travailler la terre), appuyer des causes sociales (par exemple, dans la zone de La Garrucha, certains travaux collectifs servent à nourrir les familles des veuves des miliciens et insurgés morts au combat en 1994), nourrir une communauté (les travaux effectués sur le terrain récupéré où nous nous trouvons ce jour-là vont directement à la collectivité de la communauté qui y est installée).

Après ces quelques discussions, nous arrivons à la communauté zapatiste vers midi (du moins le crois-je, car je n'avais, en fait, aucune idée de l'heure). Ce petit village, qu'on pourrait dire perdu dans l'immensité verdoyante et sauvage, semble très tranquille, mais, en son centre, un grand bâtiment rappelle la réalité de la lutte. Il s'agit, ni plus ni moins, de la casa grande, l'ancienne demeure – de type colonial – du *finquero* qui, jadis, vivait ici, avec son lot

d'Indiens durement exploités (pour se faire une idée des traitements ignobles infligés aux indigènes par les *finqueros*, lire avec intérêt les romans de B. Traven, notamment *La Révolte des pendus*). Cette grande bâtisse trône ainsi au milieu de la communauté, mais en ruines. Les zapatistes refusent de l'habiter (alors même qu'ils auraient pu en faire un chouette «quartier général» ou une salle des fêtes, ou autre), préférant la laisser vide et en détérioration, symbole d'un système qui, à force de luttes, a fini par s'effondrer – en partie, du moins. À l'intérieur, sur un des murs, quelque'un a dessiné à la craie un portrait du Sup Marcos.

Mon *votán* et moi passons un peu de temps avec la femme et les enfants – en très bas âge – d'un de ses fils, qui vivent ici depuis quelque temps. On y est bien, tranquilles, au frais ; et c'est l'occasion de prendre du *pozol* et de goûter aux *tamales* sucrés, en regardant des cochons se battre pour vider le contenu d'un abreuvoir... Non loin de la maison, les enfants de la communauté en âge d'étudier assistent à leurs cours quotidiens dans une petite école de bois.

Après avoir jeté un œil rafraîchissant au Río Grande qui coule au pied de la communauté, nous entamons la marche du retour. Elle ne durera pas moins de deux heures, sous un soleil accablant et avec des pieds sur lesquels commencent à se former un certain nombre d'ampoules bientôt douloureuses. Le soir, en reparlant de la journée, et notamment du retour, José Martínez me dira que la marche est un aspect essentiel non seulement de la vie des peuples indigènes, mais aussi, et surtout, de la lutte zapatiste qui, dix ans avant le soulèvement armé de 1994, s'est construite à force de longues marches nocturnes et clandestines, de village en village, pour présenter l'EZLN et ses projets révolutionnaires. En quelque sorte, les heures de marche de la journée ont constitué en elles-mêmes un cours à part entière de la Petite École zapatiste.

G. G.

(À suivre.)





# Histoire

« Si les anarchistes n'écrivent pas leur histoire, ce sont les autres qui l'écriront à leur place. »  
Inconnu

## Quel avenir pour le syndicalisme révolutionnaire ?

**André Prudhommeaux**

Le Libertaire, 24 avril 1947.

AU CONGRÈS INTERNATIONAL ANARCHISTE qui se tint à Amsterdam en 1907, eut lieu un grand débat sur le syndicalisme entre le « volontariste » Malatesta et le « spontanéiste » Pierre Monatte. Le premier de ces deux hommes affirma avec une vigueur inégalée le caractère intégralement humain de la pensée libertaire, au-dessus des revendications provisoires propres à telles ou telles catégories sociales groupées par métier, par localité ou par industrie sur la base du salariat. Le second procéda à une glorification non moins ardente du prolétariat « conscient et organisé » et de l'unique moyen de lutte, de révolution et de reconstruction sociales qui en puisse émaner directement : le syndicat.

Syndicat, CGT, grève générale, voilà l'alpha et l'oméga de l'anarchisme conçu par Pierre Monatte.

Ainsi, le jeune militant qui incarnait alors les espérances des libertaires dans la CGT quittait, consciemment ou non, le terrain de notre doctrine pour celle du syndicalisme pur.

À quarante ans d'intervalle, nous retrouvons aujourd'hui Pierre Monatte animé de la même foi et promulguant le même « credo » : tout pour le syndicat, tout par le syndicat.

Cette foi comporte une doctrine qui est restée presque invariable à travers l'existence militante du « vieux sauvage » et de ses compagnons : c'est la doctrine du syndicalisme au-dessus des partis, au-dessus des frontières, au-dessus de l'histoire elle-même ; l'idée du syndicalisme apolitique international, unitaire, invariable et pur, lié à la pureté, à l'invariabilité, à l'unité, à l'internationalité et au caractère apolitique d'une classe : la classe des prolétaires industriels.

Qu'importe si ces attributs viennent à manquer au prolétariat réel !

« Quand l'eau courbe un bâton, ma raison le redresse. » Et le prolétariat de Pierre Monatte, pur et un, fort et libre, est un être de raison.

Sans doute, Pierre Monatte a vu sombrer dans le réformisme et le chauvinisme, de 1910 à 1914, bien des collaborateurs de sa vaillante revue *La Vie ouvrière*. Il a vu le syndicalisme français, celui de la Charte d'Amiens (le modèle à ses yeux de tout syndicalisme passé, présent et futur) lutter en son âge d'or à l'état de minorité – agissante, mais fort étroite – au sein d'une CGT fort étroite elle-même, puis succomber aux chants de sirène d'un Jouhaux et d'un Dumoulin.

Monatte a connu, après les affiches blanches de la mobilisation, l'isolement des années de guerre, tandis que les prolétaires de tous les pays s'entre-grouaient sous les ordres de leurs dirigeants ; et – dans son zèle de croyant – il s'est raccroché presque aveuglément au miracle venu de l'Est : à cette révolution bolchevique qui lui apparaît aujourd'hui comme bureaucratique et anti-ouvrière dans son principe, mais qui, au lendemain de la grande déception de 1914, paraissait être la réhabilitation du prolétariat par lui-même.

En 1919, Lénine cherchait, pour constituer un point d'appui international à sa dictature rouge, le concours des seules forces disponibles et combattives en marge des États bourgeois : les minorités anarcho-syndicalistes. Elles se rallièrent, en effet, non sans enthousiasme : CNT espagnole, IWW d'Amérique, unionistes d'Allemagne, shop committees et shop stewards anglais, noyaux français, italiens, belges, scandinaves d'internationalistes et de grèves-généralistes, en marge des grandes organisations déchues, le tout sans parler des aventuriers de tribune, de plume ou de police, recrutables en pareille occasion. Pierre Monatte

Cet article a été repris de la revue **À Contretemps**, bulletin de critique bibliographique. Pour plus d'informations sur cette excellente publication : [www.acontretemps.org](http://www.acontretemps.org).

et ses amis, sans distinguer entre l'expérience ouvrière et paysanne des soviets libres (tentative implicitement anarchiste) et la dictature du parti chef centralisé, militaire et bureaucratique sur les soviets, adhérèrent avec ferveur à la politique du Komintern. Ils ne virent pas (ils ne voulurent pas voir) tout ce qu'elle avait de fondamentalement hostile à la conception d'un syndicalisme libre. Partisan de l'unité syndicale, Monatte fut un des artisans de la scission politique, ou plutôt de la cascade de scissions d'où devait sortir la division presque inévitable du syndicalisme français en trois secteurs : le secteur «socialiste» et radical de la CGT de Jouhaux, le secteur «communiste» avec la CGT prétendue unitaire de Gaston Monmousseau et le secteur «anarchiste» avec la CGT-SR de Pierre Besnard bientôt réduite à l'état de secte. Dans la CGTU et le Parti communiste, Monatte, Rosmer, Louzon, poursuivant un idéal sincère par des moyens qui étaient la négation de cet idéal, participèrent au noyautage et à l'épuration bolcheviste, à la «politisation des grèves», à la promulgation du rôle dirigeant du parti, bref à la domestication du mouvement ouvrier afin qu'il réponde mieux à l'image qu'ils se faisaient de son indépendance et de sa liberté ! Erreur commune à bien des ouvriéristes et dont les anarchistes eux-mêmes ne sauraient trop se garder, car elle résulte presque inévitablement de toute fausse appréciation, mythique, mystique, religieuse du fait prolétarien.

Reconnaître une erreur de base, sur laquelle furent bâties, d'abord une doctrine illusoire, puis une tactique erronée, cela réclame un courage moral auprès duquel s'effacent toutes les vertus de l'obstination traquée et de la lutte contre le courant. Lorsqu'en 1924 furent exclus du PCF les syndicalistes communistes – qui avaient «encaissé» les thèses de Lénine contre l'opposition ouvrière et celles de Trotski sur l'étatisation des syndicats –, ces quelques militants diffamés, écœurés, n'eurent d'abord d'autre prétention que de rester fidèles à leur passé récent, et de représenter, en face de Treint, Suzanne Girault, Calzan et autres dirigeants zinoviévistes, la véritable tradition d'octobre 17 et du Komintern de 1919-1923. C'est ainsi que *La Révolution prolétarienne* se présenta dès son premier numéro comme un organe communiste «oppositionnel» et, comme tel, faisant de la démocratie ouvrière dans le parti et dans les syndicats une revendication liée à sa situation opposante. (Ainsi firent tour à tour les opposants Trotski, Souvarine, Brandler, Treint, Paz, Urbahns, Maslov, Naville, etc., selon la logique qui veut que toute minorité d'organisation se pose en champion de la «démocratie intérieure».)

Cependant, force est bien de reconnaître que le noyau de *La Révolution prolétarienne* l'emportait en valeur intellectuelle et morale sur les états-majors successifs auxquels Moscou avait tendu l'oreille et qui alimentaient, en France et à l'étranger, des entreprises politiques et journalistiques de «redresse-



ment». Au cours de quinze ans d'existence, de 1925 à 1939, la revue bimensuelle que dirigeait Pierre Monatte offrit une tribune de discussion, non seulement aux amis de Trotski et de Souvarine, mais à tous les non-conformistes du mouvement révolutionnaire international ; elle ne connut point les luttes de places effrénées des sectes bolcheviques-léninistes, ne se mêla point au panier de crabes des oppositions préparant pour le Komintern et la Russie des «gouvernements de rechange». Elle fit une utile besogne d'éducation et de documentation, et, si quelques-unes des thèses toujours séduisantes de Louzon «restèrent» comme des chefs-d'œuvre du paradoxe sophistiqué (je pense à l'explication de la crise mondiale de chômage par un déficit originel de main-d'œuvre (!), ou encore à la prédiction si aventureuse de «quinze ans de paix sociale et internationale» articulée en 1931), du moins l'on ne saurait sans intérêt relire aucun des numéros de la RP parus à l'époque des grandes journées de 1934 et 1936, pendant la guerre d'Espagne, durant la conférence de Munich et à la veille même de la guerre.

Toujours originaux, les gens de la RP étaient pour la CNT, mais contre la FAI ; pour Trotski mais contre les trotskistes ; pour la CGT mais contre sa direction, etc.

C'est ainsi qu'autour des cahiers à couverture orange (qui reparissent aujourd'hui sous couverture bulle) se forma un public de syndicalistes révolutionnaires, curieux d'idées et de faits, indépendants de tous les partis et dont l'attachement à l'œuvre commune n'a souffert que peu de démentis. Moins heureuses furent les tentatives vulgarisatrices de la revue syndicaliste lorsqu'elle voulut passer à l'action sur le terrain mouvant de la réintégration de la vieille CGT. Le quotidien *Le Cri du peuple* ne connut qu'une existence éphémère et, lorsqu'en

1936, sous l'égide d'un front populaire entre politiciens, l'unité syndicale tant désirée se réalisa, ce fut, comme l'on sait, pour enfermer plus étroitement la classe ouvrière dans les cadres d'un réformisme conservateur et d'une discipline bureaucratique toujours plus pesante – carcan qu'elle n'est pas encore arrivée à briser depuis lors – et qu'elle ne peut rejeter que par une nouvelle scission.

Le discours de P. Monatte à Amsterdam est un paradoxe bien vieilli pour des amateurs d'idées neuves.

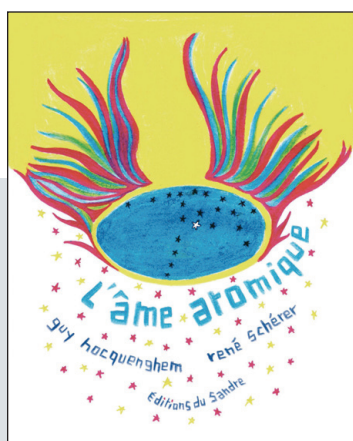
Un esprit aussi curieux de vérité que Louzon reconnaîtra-t-il ce qu'il y a de dépassé dans le vieux programme du syndicalisme pur. Aujourd'hui, il ne peut plus guère être question de négociations directes (dans une magnifique ignorance des partis et de l'État) entre les prolos syndiqués d'une entreprise et l'individu patron. Partout, l'État intervient de toute son autorité, et transmet ses volontés aux bureaucraties «patronales» et «ouvrières» : c'est contre lui que les travailleurs exploités et trahis ont à lutter (toute «neutralité» politique est un leurre en face d'un État intégrant l'ensemble des partis ; être contre l'État et tous les partis devient l'ABC de la sagesse ouvrière ; en un mot, l'école de l'anarchisme commence de la classe préparatoire aux plus minimes revendications). Indépendance du syndicalisme ? Il faudrait, pour qu'il existât, supposer le problème résolu : la suppression de tout dirigisme social des «compétences», de toute autorité économique-politique reconnue arbitrant de gré ou de force les «conflits du travail». Aujourd'hui, pour lutter dans le système, on doit présupposer l'abolition du système. Le syndicalisme indépendant, en 1947, ce serait le syndicalisme insurgé. Mais ce syndicalisme est-il possible ? Pas à la CGT en tout cas. **A.P.**

# D'une âme atomique

Guy Hocquenghem et René Schérer

## Patrick Schindler

Groupe Claaaaaash  
de la Fédération anarchiste



René Schérer et Guy Hocquenghem, *L'Âme atomique*, Éditions du Sandre, 28 euros.

### « Il ne nous suffit plus d'être modernes ! »

Dévoré cette réédition de *L'Âme atomique* – un écrit corédigé, il y a une trentaine d'années, par Guy Hocquenghem, romancier et militant du Front homosexuel d'action révolutionnaire (Fhar), décédé en 1988, et René Schérer, philosophe utopiste – fut pour moi, cet été, comme une régénérescence, ou comme le qualifia un Bowie débutant, encore empreint de toute sa richesse évocatrice, « un déplacement de tigre sur de la vaseline ». Un pur moment philosophique. Réapprentissage de la réflexion sur le monde et sur l'existence. L'idée originale de l'ouvrage est née à la fin des années qualifiées d'après-68, auxquelles succéda une « période marquée par le renoncement au rêve et aux élans révolutionnaires », comme la qualifie René Schérer dans l'avertissement présentant cette réédition. Pour sa part, Félix Guattari la désignait sous le terme des « années d'hiver ». Pour René Schérer, cette réédition dédiée à Guy Pasquier (de la bande de l'Olympic que j'ai eu la chance de connaître) – mort d'un excès de vie – correspond à une sorte de bilan tendant « à transcender les faux-semblants et le malaise qui semblent régner aujourd'hui en maîtres absolus sur notre époque, à la satisfaction générale ». En effet, comment nier ce « prélude à la mort de la spontanéité et à l'étalement des savoirs présomptueux et totalitaires » que nous vivons aujourd'hui ? On assiste à une espèce de blocage. Cet ouvrage est une tentative pour rendre un peu « d'âme » au monde et tenter de le vivre « esthétiquement ». Véritable hymne à ne pas désespérer, donc ! Car il convient, ici, d'en-

tendre « âme » dans le sens baudelairien du terme : « Une référence à l'esthète, au dandy [qui] ne nous porte pas vers la frivolité, mais à une gravité dans le frivole. » Tout un symbole. Par l'âme, explique encore René Schérer, il faut entendre une circularité telle que décrite par Platon : « Tissée à travers tout le ciel, du centre à l'extrémité, l'enveloppant en cercle du dehors et tournant sur elle-même. » Mais, aujourd'hui, il semble plutôt que le monde du réel social soit à la fois trop lourdement contré et sans unité, constate amèrement le philosophe, « la circularité, comme la circulation lui faisant défaut » !

### Une âme... atomique

À présent, qu'entendre exactement par « âme atomique » ? En son expression contradictoire depuis les Grecs anciens, elle signifie la lutte contre les mythologies et les peurs : « l'atomisme libérateur » ou, plus précisément, selon René Schérer, « une idée esthétique d'une modernité arrivée à son terme ». En effet, précise ce dernier, « notre régime de communication et d'information est aujourd'hui strictement vide. De plus, on ne rencontre jamais le réel en-soi, mais seulement ses apôtres... [...] L'avancement des sciences et des techniques ne peut plus prétendre faire avancer l'humanité ». Et de citer Fourier, l'utopiste qui, un siècle auparavant, constatait déjà une « diffractation » avant l'heure. René Schérer d'ajouter : « Une lumière au sein des ténèbres du conformisme. » L'âme, alors devenue atomique, n'a plus besoin d'aucune libération, qui ne serait qu'une réduction. L'âme atomique brille par elle-même et pour elle-même, empêchant, pour citer Roland Barthes, « la monotonie en amour, le despo-



tisme en politique et enfin l'oppression du plus petit nombre par le plus grand nombre» !

### Le mythe technologique

Aujourd'hui, constate René Schérer, nous vivons dans une résignation inquiète, comme dans l'impossibilité de penser. Dans les médias, les « experts » parlent au nom des chercheurs, ces derniers leur relayant la vulgarisation du savoir auprès des masses. Celles-ci perdant de fait, en cours de route, la complexité qui en garantit la pertinence. Un modèle qui est donc « loin de renvoyer à un concept évolutif de la pensée, mais tend à propager le désespoir d'être déterminé par une fatalité supérieure : celle du hasard ». Le philosophe de revenir alors sur la définition de « l'âme », mais, cette fois-ci, de celle des foules, « qui n'est pas un principe d'organisation moléculaire même raffiné. Elle est ce qui, à tout empêche sa propre image de se boucler, le petit cercle de se refermer, en l'ouvrant à l'infini sur une autre unité possible : plus vaste cercle rompu, diffracté ». Arrêtons-nous un instant sur la définition du mot « diffracté » qui revient régulièrement dans l'ouvrage. Il fait, selon le dictionnaire, référence au « comportement des ondes lorsqu'elles rencontrent un obstacle qui ne leur est pas complètement transparent ». À ce sujet, Guy Hocquenghem et René Schérer font de nombreuses références à Gilles Deleuze et Félix Guattari, ces derniers parlant également de « diffraction d'un espace public dispersé ». Farouches opposants à toute idée de transcendance, théorisant le modèle du « corps sans organes », ils s'inspirèrent, pour cela, des écrits d'Antonin Artaud, pour « penser un corps irréligieux libéré de l'emprise judéo-chrétienne de la culpabilité et de l'obéissance à la volonté du père ». Pour en revenir à l'âme des foules, « ces dernières, à force d'être agies et à défaut d'agir, ont fini par la perdre ». Après cette précision, René reprend le cours de sa réflexion. Pour lui, l'axe de la postmodernité ne va pas d'un mode de « centrement » à un autre, il est celui de la constante décentration : « Notre exigence esthétique, plus qu'à des centres, aspire à des foyers d'attraction sans cesse déplacés, portés au gré de l'atomisation de l'âme. » Nous voici donc initiés à la signification du titre de l'ouvrage !

### Quatre cercles non fermés

Entrons dans le vif du recueil. Pour nous guider dans ce voyage initiatique, Guy Hocquenghem et René Schérer nous proposent quatre cercles non fermés, ou autrement qualifiés de « catégories esthétiques diffractées ». Comme on s'y attend, la première partie de l'ouvrage comporte une réflexion autour de l'âme. On y apprend, par exemple, que les poupées en ont une. Cette dernière n'ayant pas été remplacée par la machine ni par l'électronique : elle s'y cache, au contraire, dans les jouets et les poupées des enfants : « Les enfants, nos guides en arrière, se tenant en deçà et au-delà de la vision contraignante qui nous rend étrangers à nous-mêmes et aux choses. » L'âme est le corps du corps, la machine de la machine, nous expliquent encore les coau-



teurs, « comme une machine en pièces n'a plus que ses entrailles à offrir au regard de l'enfant trop curieux, nous avons cassé le jouet pour l'avoir trop exactement décortiqué » ! « Visions » est titre de la deuxième partie du livre, dans laquelle on nous explique, entre autres, pourquoi les géomètres ont des visions... L'une des pistes de réflexion explique que « dans la fascination des représentations spatiales, comme jadis elle le tentait de le découvrir dans les astres, l'humanité découvre sa destination esthétique, et, sous l'objectivité, sa passion visionnaire ». La troisième partie de l'ouvrage, « Allégories », cherche à comprendre pourquoi l'esprit se porte aux extrêmes et pourquoi les sexes se portent au sublime... Guy Hocquenghem et René Schérer nous expliquent alors que, discréditée par ses personifications froides ou ridicules, l'allégorie commande dans le moderne toute expression esthétique et recueille la part fantasmagorique d'un sacré abandonné par la foi, comme l'art baroque. « Elle se détache du mythe pour viser à l'infini l'unité de l'homme et de l'univers, se détache même de l'art pour se transformer en cérémonial, pénétrer et colorer l'existence entière. » Enfin, la dernière partie du recueil, « Sublimes », tend à savoir « pourquoi l'esthétique franchit toujours

ses limites vers l'unité du globe ». Pour Guy Hocquenghem et René Schérer, le sublime est la catégorie suprême de notre aspiration esthétique. « Il transporte vers un infini dont la conscience moderne a découvert l'insondabilité. » Ou encore, « le sublime tire l'émotion esthétique par delà la jouissance apaisante, du côté de l'exaltation ».

### Comment résister ?

Plonger dans cet ouvrage est un véritable bain de jouvence. Il passe par un filtre philosophique pur, des exemples plus succulents et souvent plus amusants les uns que les autres. Encore merci à Guy Hocquenghem et à René Schérer (peut-être un des derniers philosophes vivants de l'utopie) de nous redonner, avec cette réédition, le goût – abandonnés que nous sommes dans ce siècle de renoncement – du collectif et la couleur de l'esthétique poussant vers le sublime retrouvé (forcément sublime, pour paraphraser Marguerite Duras). Nous aurons le plaisir, avec François, d'accueillir René dans l'émission « Pas de quartier », le 26 novembre 2013 à 18 heures, sur Radio libertaire. En attendant, bonne rentrée littéraire ! **P. S.**



# Amérique(s) anarchiste(s)

Montpellier, les 10 et 11 octobre 2013



APRÈS LE COLLOQUE DE TOURS en septembre consacré à « Autorité et liberté : l'anarchie et le problème du politique », c'est le centre de recherche LLACS de l'université Paul-Valéry de Montpellier qui va alimenter les recherches et les communications universitaires sur des aspects de l'anarchisme. À l'initiative de cet événement, Paola Domingo partage le même constat que Jorge Cagiao y Conde (université François-Rabelais de Tours) sur le faible intérêt de la communauté universitaire pour l'anarchisme. Elle explique : « L'appel à communication pour ce colloque est paru sur plusieurs sites hispanophones, et ce que j'ai eu comme retour de plusieurs personnes, c'est qu'on est relativement peu nombreux à travailler sur l'anarchisme dans les facs de langues. Il y a plus d'historiens, mais ils sont discrets. Plusieurs collègues étaient quand même emballés parce qu'il n'y a pas de colloques consacrés à l'anarchisme. »

L'objectif du colloque<sup>1</sup> est d'aborder l'originalité de la « pédagogie propagandistique » employée par les anarchistes à travers les Amériques du XIX<sup>e</sup> au XXI<sup>e</sup> siècle. Confrontés à une population aux langages variés (autochtones, immigrés...), massivement analphabète, soumise à des injustices et des conditions de survie révoltantes, les activistes anarchistes marquèrent de façon certaine l'histoire politique et sociale de ces contrées. Mais pas seulement. De par les outils employés (les contes, les écoles, les journaux, les chants, la littérature, le théâtre...), ils apposèrent aussi leur empreinte sur toute une production artistique conçue entre autres comme un élément de propagande et de conscientisation des populations. Peut-on établir un parallèle avec le mouvement anarchiste européen qui se caractérisait déjà par une

forte production textuelle (livres, journaux, brochures, feuilles diverses...) s'adressant directement au peuple ? Paola Domingo précise : « Les méthodes de communication en Amérique s'inspirent des méthodes des plus anciens, il fallait amener les gens à la culture par des moyens plus accessibles : je pense au théâtre, aux contes, à la littérature de propagande très simple à comprendre et à mémoriser surtout, tout ceci afin que le bouche à oreille fonctionne. L'influence des Européens se retrouve par exemple dans la peinture des États-Unis. Au Mexique, cette influence populaire tient surtout au fort taux d'analphabétisme et donc de la nécessité d'avoir une communication claire ; la presse libertaire européenne de l'époque est truffée de références culturelles inaccessibles au peuple mexicain, à sa population travailleuse ouvrière ou paysanne, d'où le recours à des expressions orales comme la chanson. »

Les tables qui se réuniront au long de ces deux jours transcenderont les barrières linguistiques des Amériques. Dès 9 heures, le jeudi 10 octobre, une table évoquera la presse anarchiste à travers des exemples touchant l'Argentine, le Pérou, le Brésil et les États-Unis. Le jeudi après-midi sera abordé le Mexique à travers la figure originale de Plotino C. Rhodakana, qui passa du fourrierisme à l'anarchisme, le journal *Regeneración* (par David Doillon), et la représentation de l'ouvrier dans la presse anarchiste mexicaine. Puis suivra une table sur la littérature de propagande avec notamment deux interventions portant sur l'œuvre littéraire du célèbre Ricardo Florés Magon.

Le vendredi, la journée démarrera avec une conférence sur l'art et les pédagogies libertaires, où Ronald Creagh interviendra sur l'art et l'anarchisme aux États-Unis au début du XX<sup>e</sup> siècle. Puis les tables 5 et 6 présenteront

des interventions traitant de l'anarchisme au XXI<sup>e</sup> siècle, puis de littérature et anarchisme. Les intervenants viennent du Brésil, des États-Unis, de Colombie, du Mexique et de France. La manifestation devrait se clore par la projection d'un film.

Comme le laisse clairement entendre Paola Domingo : « Aujourd'hui, les modes d'expression des zapatistes au Mexique associent le conte, la poésie... Le sujet du colloque est proche de l'actualité. Les néozapatistes sont plus magonistes que zapatistes finalement. Pendant la révolution mexicaine, les libertaires et les zapatistes finirent par se rapprocher. » Elle ajoute : « Ce qui me frappe et me motive profondément pour réaliser cette initiative, c'est que les situations sociales et économiques décrites à travers des formes artistiques prises pour propager des idées libertaires il y a un siècle, font écho avec notre époque. Il y a lieu de réfléchir à cela. »

Dans un second temps, les actes du colloque seront sans doute publiés, mais avec l'apport d'autres contributions qui ne pourront être présentées à Montpellier les 10 et 11 octobre. Comme il n'y a pas besoin d'être inscrit comme auditeur, le colloque est largement ouvert à tous les publics intéressés, notamment au lectorat du *Monde libertaire*.

Daniel

Groupe Gard-Vaucluse  
de la Fédération anarchiste

1. Le colloque aura lieu les 10 et 11 octobre 2013 à partir de 9 heures à la maison de la recherche de Saint-Charles (tram 1, arrêt Place-Albert-1<sup>er</sup>) de Montpellier. Programme complet (sous réserve de modification) en écrivant à : [paola.domingo@univ-montp3.fr](mailto:paola.domingo@univ-montp3.fr).



## Jeudi 3 octobre

15:00 > 16:30 **Bibliomanie**. Henri Raczymow pour *Notre cher Marcel est mort ce soir* paru aux éditions Denoël.

## Vendredi 4 octobre

09:30 > 11:00 **For a Few Sixties More**. La révolution sociale à Montego Bay.

14:30 > 16:00 **Les Oreilles libres**. Un programme autour du chanteur, compositeur et multi-instrumentiste Robert Wyatt à l'occasion de la sortie le 2 octobre de l'album 68.

21:00 > 22:30 **Les Amis d'Orwell**. Émission contre les techniques de surveillance.

## Samedi 5 octobre

11:30 > 13:30 **Chronique syndicale**.

13:30 > 15:30 **Chroniques rebelles**.

19:00 > 21:00 **Longtemps je me suis couché de bonne heure**. Delphine Coulin, écrivain, pour son roman *Voir du pays* (Grasset). Puis une table ronde autour de l'actualité ciné par les Fiches du cinéma.

## Dimanche 6 octobre

22:30 > 00:00 **Rudie's Back In Town**.

## Lundi 7 octobre

11:00 > 13:00 **Lundi matin**.

16:00 > 18:00 **Trous noirs**. Le festival Alter'Natif présente à Paris et Nantes des films réalisés par des Amérindiens, avec Sophie Gergaud, animatrice de l'association De la plume à l'écran, et plusieurs réalisateurs.

## Mardi 8 octobre

19:30 > 20:30 **Parole d'associations**. Frasiak à l'occasion de son concert parisien le samedi 12 octobre à la Manufacture.

## Mercredi 9 octobre

10:30 > 12:00 **Blues en liberté**.

18:30 > 20:30 **Femmes libres**.

20:30 > 22:30 **Ras les murs**. Actualité des luttes des prisonniers.



# Esprit, es-tu là ?



**CERTAINEMENT**, et chez Frémeaux et associés... et anarchiste en plus. Ils viennent de sortir un double CD : *L'Esprit anarchiste 1820-1990*, de la Commune à Mai 68 (avec un livret fort complet et bien rédigé de 48 pages).

De fait, toute l'histoire du mouvement libertaire est retracée, ponctuée d'interprétations musicales de qualité, parfois surprenantes, voire étonnantes, certaines inédites... Tout y est ou presque ! La commune, le Père Peinard, la terreur noire, les chansons antimilitaristes et pacifistes... Les « classiques » et des outsiders ! Interprétées par des chansonniers, des diseurs ou des chanteurs connus (Brassens, Ferré, Mouloudji,

Montand). Des problèmes de droits d'auteur, ont fait que c'est Marc Ogeret qui chante *Les Anarchistes* et Christian Paccoud *Ni dieu ni maître*, mais la surprise n'est pas gênante... Et quand c'est Raymond Souplex qui interprète *L'Insurgé*, on pense forcément : « Mais c'est bien sûr ! » Donc pour passer un bon moment ou faire un chouette cadeau, ne vous privez pas de l'acheter à notre librairie du Monde libertaire. « Alors quand y aura pus d'patrons, qui qui fera la paye le samedi ? » Mais il n'y aura plus de paye, puisque nous aurons bâti des cités idéales et que ce sera « le triomphe de l'Anarchie » !

Acracio



# Hors-série n° 51

# AGENDA

## Jeudi 3 octobre

### Nîmes (30)

20 heures. Projection du film *Ne vivons plus comme des esclaves* avec la participation du réalisateur Yannis Youlountas. Centre Pablo - eruda, place Hubert-Rouget.

## Vendredi 4 octobre

### Paris XI<sup>e</sup>

19h30. Projection du film *La Domination masculine* réalisé par Patric Jean suivie d'une discussion. Entrée libre. Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot.

### Durfort (81)

19 heures. Soirée-banquet et projection du film *Ne vivons plus comme des esclaves* avec la participation du réalisateur Yannis Youlountas. À la Fontaine magique. Uniquement sur réservation à [maud@nevivonsplus-commedesclaves.net](mailto:maud@nevivonsplus-commedesclaves.net). 15 euros tout compris.

## Samedi 5 octobre

### Paris XVIII<sup>e</sup>

Muriel Salmona présentera son ouvrage *Le Livre noir des violences sexuelles* (Dunod) à la bibliothèque La Rue, 10, rue Robert-Planquette. Entrée libre et gratuite.

### Rennes (35)

17 heures. Projection du film *Ne vivons plus comme des esclaves* avec la participation du réalisateur Yannis Youlountas. Librairie La Commune, 17, rue de Châteaudun.

## Dimanche 6 octobre

### Rouen (76)

11 heures. Projection du film *Ne vivons plus comme des esclaves* avec la participation du réalisateur Yannis Youlountas. Cinéma Omnia, 28, rue de la République.

## Lundi 7 octobre

### Paris XI<sup>e</sup>

19h30. Projection du film *Ne vivons plus comme des esclaves* avec la participation du réalisateur: Yannis Youlountas. À la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot.

## Vendredi 11 octobre

### Rouen (76)

19 heures. Récital sans modération de chansons savoureuses et révoltées avec Badia, Denis Robert et Salvatore Panu. À la librairie l'Insoumise, 128, rue Saint-Hilaire.

### Paris XVIII<sup>e</sup>

19h30. Conférence animée par Simon Luck à la bibliothèque La Rue. Positions anarchistes face au vote: instrument de démocratie ou de dictature de la majorité, le vote est perçu de diverses façons dans les mouvements radicaux. La question des modes de prise de décision, centrale chez les anarchistes, est un véritable enjeu, entre volonté d'efficacité et souci d'égalité. 10, rue Robert-Planquette. Entrée libre et gratuite.

## Mardi 15 octobre

### Paris XX<sup>e</sup>

19 heures. Grand-angle-libertaire.net organise une rencontre publique avec Cédric Durand et Anselm Jappe sur le thème «De quoi l'Europe est-

elle le nom?» Au Lieu-Dit, 6, rue Sorbier.

### Besançon (25)

20h30. Conférence-débat organisée par le groupe Proudhon de la Fédération anarchiste, avec Rodrigo, membre de la bibliothèque Terra Libre (Sao Paulo, Brésil) sur la situation et les luttes sociales au Brésil. À la librairie L'Autodidacte, 5, rue Marulaz.

## Mercredi 16 octobre

### Besançon (25)

20 heures. Débat sur l'économie de don: «Vivre sans argent, un projet de société?» Vers la création d'une société sans échanges monétaires... Débat organisé par Resto Trottoir, avec Benjamin, expérimentateur d'une vie sans argent depuis plus de trois ans; Michelle, du SEL de Besançon; Philippe, autour de son dernier livre *Une poignée de riches des milliards de pauvres!*. À la librairie L'Autodidacte, 5, rue Marulaz.

## Cycle de conférences à la bibliothèque La Rue

### 25 octobre et 8 novembre

19h30. Cycle de conférences de biologie sur le thème «Qu'est-ce que la vie?».

### 22 novembre et 6 décembre

19h30. Cycle de conférences politiques sur le thème «Anarchisme et Révolution française».

La Rue, 10, rue Robert-Planquette. Entrée libre et gratuite. Pour en savoir plus, consultez le site de la bibliothèque <http://bibliotheque-larue.over-blog.com>





# FÊTE DE LA LIBRAIRIE DU MONDE LIBERTAIRE

DIMANCHE 6 OCTOBRE  
DE 12H30 À 19H30

**145, RUE AMELOT**  
**PARIS** M° Oberkampf, République  
Filles-du-Calvaire

**Tables de presse**

**Projections**

**Débats**

**Concerts**



Petite restauration et buvette sur place  
Programme et infos : [www.librairie-publico.com](http://www.librairie-publico.com)